

# ***l'Anti*capitaliste**

n°611 | 14 avril 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**FACE AU DANGER MORTEL DE L'EXTRÊME DROITE,  
ALIMENTÉ PAR MACRON ET 40 ANS DE RÉGRESSION SOCIALE**



**CONSTRUISONS LA RIPOSTE  
SOCIALE ET ANTIFASCISTE !**

## **Dossier**

**ANTIFASCISTES,  
TANT QU'IL LE  
FAUDRA** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Soirée électorale réservée  
aux membres Page 2

## **PREMIER PLAN**

Guerre en Ukraine. «Le régime  
de Poutine n'offre aucune  
alternative au capitalisme  
occidental» Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

Mali. Quand la terreur des  
dihadistes et de la junte s'abat  
sur la population Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Thomas Borrel sur  
la Françafrique  
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Soirée électorale réservée aux membres

Qui dit élection nationale dit «soirée électorale» sur les plateaux des grands médias. La soirée du premier tour de l'élection présidentielle n'a pas dérogé à la règle, avec le défilé des candidatEs et de leurs représentants, soit directement en plateau, soit en duplex depuis leur «QG». CertainEs nous ont demandé où étaient Philippe Poutou et le NPA. La réponse est simple : aucun «grand média» ne nous a contactés dimanche pour une quelconque invitation. Nous nous en remettons, et n'entendons pas nous poser en victimes d'une quelconque censure. Mais cette absence d'invitation n'est pas anodine, et constitue finalement la quintessence de l'absence totale d'organisation du débat démocratique durant cette campagne présidentielle. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans nos colonnes : des règles anti-démocratiques concernant le temps de parole au refus de Macron qu'il y ait un quelconque débat avant le premier tour, en passant par les «formats» médiatiques favorisant la dépolitisation, tout a été fait pour éviter que des candidatures comme la nôtre puissent se faire entendre.

C'est en réalité à une non-campagne que nous avons assisté, alimentée de quelques «buzz» et de centaines de sondages, à défaut d'une réelle discussion politique, d'une confrontation de programmes, d'une interpellation des sortants sur leur bilan catastrophique. Des éléments qui permettent, parmi d'autres, de comprendre l'élévation du niveau d'abstention, mais aussi les scores de Macron et Le Pen, dont le duel au second tour était «programmé» depuis des mois, voire des années, et qui ont tous les deux bénéficié de ce phénomène de non-campagne. La crise démocratique est profonde, avec la normalisation d'un exercice autoritaire du pouvoir et le développement toujours plus important de courants politiques ultra-autoritaires, voire fascistes. L'absence totale d'organisation, dans l'espace public et les médias, du débat démocratique, à l'occasion de l'élection présidentielle, est à ce titre à la fois une expression et un accélérateur de la crise démocratique. Une crise démocratique qu'il va s'agir de prendre à bras-le-corps, avant qu'il ne soit trop tard.

L'élection présidentielle est déjà particulièrement antidémocratique, cette campagne en a été la caricature, avec une parole confisquée par la droite et l'extrême droite, particulièrement par Macron qui remporte à cette étape son pari (27,85%).

### Une campagne pourrie

À aucun moment de cette campagne, le président candidat n'a voulu rendre de comptes sur la politique menée ces cinq dernières années, une politique particulièrement antisociale et autoritaire. Hélas, le désaveu de ce quinquennat profite à l'extrême droite, contre laquelle Macron n'est en rien un rempart. Pire, sa politique la nourrit quand il s'attaque aux conditions de vie des salariéEs et des chômeurs, quand il chasse, avec Darmanin, les migrantEs et les sans-papiers, quand il stigmatise les musulmanEs avec la loi «séparatisme» ou la campagne contre «l'islamo-gauchisme», quand il réprime violemment les manifestations, comme celles du mouvement des Gilets jaunes...

C'est peu dire que le climat politique de ces derniers mois a pesé sur les urnes. Les questions sociales sont prégnantes, comme la nécessité d'augmenter les salaires et l'ensemble des revenus face à la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre. Mais ce sont bien les thèmes de l'extrême droite qui se sont imposés, en particulier sous la pression de Zemmour. Préfigurant un projet fasciste, celui-ci a infusé de ses idées dégueulasses toute la campagne à droite et à l'extrême droite. Signal dramatique, les trois candidatures d'extrême droite représentent près d'un tiers des voix (32,28%).

### Le danger Le Pen

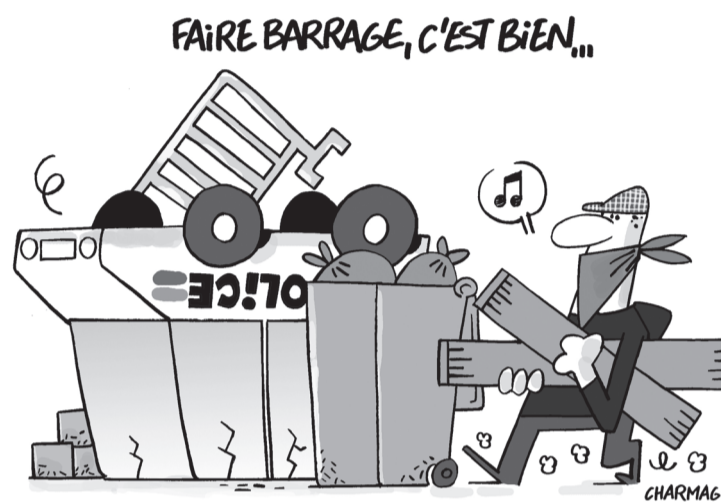
Le Pen n'a jamais été aussi proche du pouvoir. C'est un poison : elle cherche à attiser la haine contre les populations immigrées et d'origine immigrée, ainsi que la division, visant à les surexploiter et à détourner les salariéEs de vrais responsables des crises, du chômage et de la misère.

Le score élevé de Le Pen (23,15%) et la crise politique, qui confirment le rejet des partis traditionnels de gauche et de droite, nous montrent l'urgence de reprendre nos affaires en main, de nous mobiliser. Ce

FACE AU DANGER MORTEL DE L'EXTRÊME DROITE, ALIMENTÉ PAR MACRON ET 40 ANS DE RÉGRESSION SOCIALE

# Construisons la riposte sociale et antifasciste

Comme en 2017, Macron et Le Pen sont donc qualifiés pour le second tour à l'issue d'une non-campagne et avec une abstention en forte augmentation (26,31%).



quelles initiatives elle va prendre ces prochains mois, tant sur le terrain des mobilisations que de l'organisation de notre camp social, est un des enjeux pour la suite.

### Dans l'unité, riposter et construire

Les prochains mois vont être difficiles, on le sait déjà, et plus que jamais nous avons besoin d'unir notre camp social et ses organisations pour y faire face. L'ensemble de la gauche sociale et politique – syndicats, associations, collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI, et forces politiques – doivent se rencontrer pour discuter des initiatives possibles pour changer la donne.

L'urgence est d'abord de construire un front commun et durable contre l'extrême droite. Un front unitaire antifasciste articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques. Nous avons aussi besoin d'organiser la coopération et la coordination, de trouver des moyens d'actions autour d'un programme d'urgence commun pour les luttes. Cela commence par riposter de façon unitaire à l'offensive annoncée de Macron sur la retraite, à mobiliser en faveur des salaires et d'une autre répartition des richesses...

Enfin, comme nous avons pu le mesurer durant cette campagne, beaucoup sont «orphelins» d'une gauche de combat. Il faut reconstruire une force politique anticapitaliste, antifasciste, féministe, écologiste, antimilitariste, anticolonialiste et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de cette société. Cela nécessite un débat dans l'ensemble du mouvement social, du mouvement ouvrier, avec tous les courants et forces qui aspirent à un tel projet. C'est nécessaire et c'est urgent.

n'est pas d'un «front républicain» conduit par Macron dont nous avons besoin, mais de construire une large mobilisation contre Le Pen, Zemmour et leurs alliés.

Le prochain week-end doit être marqué par les manifestations les plus massives possible contre l'extrême droite et les politiques libérales et autoritaires qui le nourrissent. Ce sera le cas à Paris où ce samedi aura lieu une manifestation antiraciste et antifasciste, à l'appel en particulier de la Marche des solidarités. Cette mobilisation doit aussi se construire au quotidien dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail, dans la jeunesse, partout où c'est possible.

### Changement de direction à gauche?

Toutes tendances confondues, la gauche se maintient comme en 2017 à un niveau très bas (près de 32% tout cumulé). Dans ce contexte, nous remercions les électeurs et électrices qui ont choisi de voter pour Philippe Poutou, un ouvrier

licencié, quelqu'un qui leur ressemble. Nous savons aussi que bien d'autres se sont reconnus dans notre candidature mais ont préféré glisser un autre bulletin dans l'urne, espérant «voter utile».

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier la percée politique de Jean-Luc Mélenchon (21,95%), avec qui beaucoup pensaient pouvoir empêcher l'extrême droite d'être au second tour. À l'inverse de ce que l'on a entendu ici ou là, ce ne sont donc pas les autres candidatures qui ont pris des voix à Mélenchon, le privant de second tour, mais lui qui a pleinement bénéficié de ce «vote utile» et a siphonné les autres candidatures. Il paye aussi le prix d'un trajectoire solo qui n'a pas réuni l'ensemble des courants qui lui sont proches (à commencer par le PCF qui l'avait soutenu lors des deux précédentes présidentielles). La gauche gestionnaire du système (PS en tête) est au fond du trou, et personne ne le regrette. L'Union populaire de Mélenchon a maintenant les cartes en main : savoir

## GUERRE EN UKRAINE

# « Le régime de Poutine n'offre aucune alternative au capitalisme occidental »

Extraits d'une déclaration commune du Mouvement socialiste russe et de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social d'Ukraine), le 7 avril 2022.

L'impérialisme russe se compose de deux éléments. Premièrement, il implique un nationalisme russe basé sur un révisionnisme historique. Depuis 2012, Poutine et son establishment sont passés d'un concept civique de la nation (comme rossysky, «lié à la Russie») à un concept exclusif et ethnique de la russité (comme

russkiy, «ethniquement/culturellement russe»). Ses agressions en 2014 et en 2022 ont été légitimées au nom du retour de terres «originellement» russes. En outre, ce concept de «russité» (ethnique) fait revivre le concept impérial de la nation russe du 19<sup>e</sup> siècle, qui réduit l'identité ukrainienne et biélorusse à des identités régionales. Selon ce point de vue, les Russes, les Biélorusses

et les UkrainienEs constituent un seul et même peuple. L'utilisation de ce concept dans la rhétorique officielle implique la négation du statut d'État ukrainien indépendant. C'est pourquoi nous ne pouvons pas affirmer avec certitude que Poutine souhaite uniquement la reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée et le Donbass. Poutine peut souhaiter soit annexer, soit

soumettre l'ensemble de l'Ukraine, menaces qui apparaissent dans son article «Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens» et dans son discours du 21 février 2022. Enfin, les perspectives de pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie semblent plutôt sombres, car l'équipe de négociation russe est dirigée par l'ancien ministre de la culture Vladimir Medinsky, l'un des plus fervents adeptes de l'idéologie du russkiy mir (le monde ethnique russe) – un monde où, croyez-nous, personne ne sera heureux.

## BIEN DIT

Emmanuel Macron a fomenté ce piège patiemment pendant tout son quinquennat. Il voulait ce duel. Il est le grand responsable de la montée de l'extrême droite en France, il n'a cessé de donner des gages en ce sens, avec son ministre Blanquer qui voulait interdire aux mères voilées d'accompagner les enfants dans les sorties, sur les sujets de société, toutes ces choses rances qu'on a entendues pendant cinq ans.

ANNIE ERNAUX, liberation.fr, 11 avril 2022.

# Un monde à changer

## SCANDALE DU CHLORDÉCONE, CRIME D'ÉTAT COLONIAL!

L'enquête préliminaire ouverte par une plainte déposée en 2006 par plusieurs associations antillaises vient d'être clôturée. Le délai est à lui seul un scandale (15 ans d'enquête sur des faits qui se sont produits entre 1972 et 1993), et tout cela pour ne réclamer aucune mise en examen, ce qui annonce un probable non-lieu. Envisager un non-lieu dans une affaire où une population a non seulement été empoisonnée pendant des années par un produit reconnu dangereux puisque interdit aux États-Unis dès 1975, mais où 90% de la population actuelle est toujours exposée aux contaminations contenues dans les

sols et la mer aujourd'hui encore, est un pur non-sens. Sauf à se rappeler le déni colonial : ce produit interdit tardivement en France (1990) a continué à être utilisé dans les bananeraies de Martinique et Guadeloupe jusqu'en 1993, territoires mis hors du droit commun, du fait colonial. Le NPA s'associe pleinement à la colère des associations martiniquaises qui dénoncent ce nouveau déni juridique et qui revendiquent de légitimes réparations des préjudices individuels et collectifs subis par le peuple antillais :  
– mesures concrètes pour la détoxification des personnes et la dépollution des sols et des eaux

destinées à la consommation et aux cultures ;  
– mise en place d'un programme conséquent de recherches ;  
– réalisation immédiate d'une cartographie complète et détaillée des sols pollués ;  
– aide aux paysanEs pour des solutions alternatives, pour un changement de modèle agricole et alimentaire ;  
– mise à disposition des agriculteurs et agricultrices qui en sont privés de terres à cultiver, en particulier de terres en friche pour une agriculture sans chlordécone, sans pesticides ;  
– association réelle des instances locales et du mouvement social à la définition et à la conduite des

stratégies de sortie de cette crise sans précédent ;  
– jugement et condamnation des responsables (économiques et politiques) de ce désastre alors que, jusqu'à ce jour, une choquante impunité règne ;  
– indemnisation et prise en charge de l'ensemble des victimes. Le NPA soutiendra donc toutes les démarches et mobilisations initiées par les associations pour que la justice soit rendue. Dans cet objectif, le NPA appelle les organisations, syndicats, associations de métropole à se réunir pour envisager des actions communes afin de rompre le silence et de construire des mobilisations en pleine et entière solidarité contre les injustices de l'État colonial français.

## JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ **Le 7 avril, mobilisation contre la commercialisation de la santé**

À quelques jours de la présidentielle, avec un Macron qui préside l'Union européenne, l'occasion était là de dénoncer les failles des systèmes de santé, minés bien avant le covid par les restrictions des dépenses publiques, les exigences de rentabilité, le manque de moyens humains, matériels et financiers. Avec des conséquences délétères sur les systèmes de santé, les personnels et la santé des populations.

### «L'autre pandémie»

Le réseau européen s'est construit autour des années 2012, après les rencontres d'Amsterdam, de Katowice et de Nanterre, notamment autour des syndicats grecs et polonais de la santé, mobilisés contre la destruction des systèmes de santé de leur pays par la troïka et l'austérité. Face aux politiques de casse de la santé, unir personnels et usagerEs, à l'échelle européenne, voilà le défi. Ce réseau a pu se maintenir, malgré les difficultés, notamment grâce au fort appui militant des syndicats belges. Soucieux de la santé de tous les peuples de la planète, car la santé est un bien commun, il travaille en étroite collaboration avec People's Health Movement. La mobilisation a été lancée le 31 mars à Bruxelles, où une délégation du réseau européen est

*Le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale avait choisi Paris, cette année, pour crier haut et fort ses exigences, lors de la journée mondiale de la santé du 7 avril.*



allée à la rencontre des députés européens, sur le thème de «*La commercialisation de la santé : l'autre pandémie!*». Trois webinaires avaient été organisés en ligne sur le sujet, avec des intervenants de nombreux pays européens. Le 7 avril, la matinée était consacrée à une conférence de presse européenne, avec près de 15 organisations présentes. Syndicalistes belges, italiens, hollandais ont

pris la parole, avec les collectif inter-hôpitaux et inter-Urgences, People's Health Movement, le collectif Stop brevets, les secrétaires des fédérations CGT et Sud santé, les Mutuelles de France et les Mutuelles du Vaucluse, Notre santé en danger... Un même constat : la dégradation de la santé et du médico-social, au nom d'une dette qui n'est pas la nôtre. Les politiques de démantèlement des

systèmes de protection sociale non marchands, au profit des complémentaires privées et du pillage par les trusts pharmaceutiques. Les conséquences de la gestion marchande de la santé, avec le scandale Orpea ou les peuples des pays pauvres privés de vaccins. L'après-midi, manifestation place de la Bastille, comme dans une dizaine de villes de France. Un cortège coloré, bruyant, festif, féminin, avec beaucoup de femmes racisées, à l'image des salariéEs de la santé diront les optimistes. Signe des temps, seulement 450 manifestantEs, dont près de 300 belges, malgré 50 organisations signataires en France, diront les autres, qui noteront les syndicalistes covidés, les personnels débordés, la fuite de 60 000 salariéEs de l'hôpital, faute d'espoir de faire bouger les choses. Difficile de mobiliser dans le secteur, même si les luttes du médico-social ou des psychologues en soulignent la possibilité et l'urgence. Une mobilisation unitaire à saluer, mais qui peine à établir un rapport de forces, à l'image de la situation en France.  
**Frank Prouhet**

## Le chiffre

### 4 460 kg de CO<sub>2</sub>

*C'est le volume des émissions de carbone causées par le vote de Jean Castex. Le Premier ministre a ainsi effectué, dimanche, un aller-retour en jet pour aller voter dans les Pyrénées-Orientales. Un bilan carbone équivalent à celui, moyen, d'unE citoyenE lambda en... six mois.*



## Agenda

**Samedi 16 avril, manifestation contre le racisme et contre le fascisme, Paris.** Infos à venir...

**Dimanche 17 avril, journée internationale des prisonnierEs politiques, Paris.** Projection, débats, tables de presse, bar solidaire... À partir de 14 h au 33, rue des Vignoles, Paris 20°.

**Dimanche 1<sup>er</sup> mai, manifestations à l'occasion de la journée internationale des travailleurEs.**

**Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 20 à partir de 14 h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau partianticapitaliste.org

## NO COMMENT

*Je n'ai jamais méprisé les Français.*

EMMANUEL MACRON, *Le Dauphiné libéré*, 5 avril 2022.

### Un «nouvel ordre mondial» ?

Deuxièmement, même si l'agression de Poutine est difficile à expliquer rationnellement, les événements actuels ont démontré qu'il peut être assez raisonnable, néanmoins, de prendre la rhétorique impérialiste russe pour argent comptant. L'impérialisme russe est alimenté par le désir de changer le soi-disant «ordre mondial». Ainsi, l'exigence de Poutine concernant le retrait de l'Otan de l'Europe de l'Est pourrait indiquer que la Russie ne s'arrêtera pas à l'Ukraine et que la Pologne, la Lettonie, la Lituanie ou l'Estonie pourraient être les prochaines cibles de l'agression de Poutine. Il est très naïf de demander la démission de l'Europe de l'Est, car à la lumière des circonstances actuelles, cela ne ferait qu'apaiser Poutine et rendrait les pays d'Europe de l'Est vulnérables à

l'agression de Poutine. Le discours sur l'expansion de l'Otan occulte le désir de Poutine de diviser les sphères d'influence en Europe entre les États-Unis et la Russie. Être dans la sphère d'influence russe signifie la subordination politique d'un pays à la Russie et sa soumission à l'expansion du capital russe. Les exemples de la Géorgie et de l'Ukraine montrent que Poutine est prêt à utiliser la force pour influencer les affaires politiques des pays qui, d'après lui, souhaitent quitter la sphère d'influence russe. Il est important de réaliser que la compréhension par Poutine des acteurs clés de l'ordre mondial se limite essentiellement aux États-Unis et à la Chine. Il ne reconnaît pas la souveraineté des autres pays, les considérant comme des satellites de l'un de ces acteurs de l'ordre international.

### Aucune illusion sur le régime de Poutine

Poutine et son establishment sont très cyniques. Ils utilisent le bombardement de la Yougoslavie par l'Otan, l'intervention américaine en Afghanistan et l'invasion de l'Irak comme bouclier pour le bombardement de l'Ukraine. Dans ce contexte, la gauche doit faire preuve de cohérence et s'opposer à toute agression impérialiste dans le monde, quelle qu'elle soit. Aujourd'hui, l'agresseur impérialiste est la Russie, pas l'Otan, et si la Russie n'est pas arrêtée en Ukraine, elle continuera certainement son agression. En outre, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur le régime de Poutine. Il n'offre aucune alternative au capitalisme occidental. Il s'agit d'un capitalisme autoritaire et oligarchique. Le niveau d'inégalité en Russie a augmenté de manière significative

au cours des 20 années de son leadership. Poutine est non seulement un ennemi de la classe ouvrière, mais aussi un ennemi de toutes les formes de démocratie. La participation populaire à la politique et aux associations bénévoles est traitée avec suspicion en Russie. Poutine est essentiellement un anticommuniste et un ennemi de tout ce pour quoi la gauche s'est battue au 20<sup>e</sup> siècle et se bat encore au 21<sup>e</sup> siècle. Dans sa vision du monde, les forts ont le droit de battre les faibles, les riches ont le droit d'exploiter les pauvres et les hommes forts au pouvoir ont le droit de prendre des décisions au nom de leur population privée de pouvoir. Cette vision du monde doit être frappée de plein fouet en Ukraine. Pour qu'un changement politique puisse se produire à l'intérieur de la Russie, l'armée russe doit être vaincue en Ukraine.

Version intégrale sur [lanticapitaliste.org](http://lanticapitaliste.org)

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## UKRAINE Les patrons utilisent l'urgence de la guerre pour attaquer les travailleurEs

Nous n'avons pas eu à attendre longtemps pour avoir des nouvelles sur l'application abusive de la loi «À propos de l'organisation des relations de travail dans des conditions de l'état de guerre» (loi n° 2136). Le cynisme des patrons est évident, car ils tentent de licencier les travailleurEs de l'industrie de production électrique, et ceux qui assurent les services d'évacuation, le traitement des victimes de la guerre et contribuent à la stabilité économique.

Le jour de l'entrée en vigueur de la loi, le 24 mars, le directeur de la société «Tchernobyl NPP» à Slavutich a ordonné la préparation d'une liste d'employéEs ne pouvant prétendument pas travailler, afin que la société puisse procéder à la suspension de leur contrat de travail. L'employeur qualifie cette situation de «temps d'arrêt partiel», bien que cette suspension ne donne droit à aucun paiement comme dans certains autres types de suspensions de travail sans faute. L'entreprise tente également de suspendre la mise en œuvre de la partie de la convention collective relative au bien-être des salariéEs.

### Contrats suspendus

Pendant ce temps, les dirigeants de «Ukrainian Railway» ont obligé leurs cadres à dresser une liste de salariéEs pour lesquels il est proposé de suspendre les contrats de travail. La raison invoquée est une réduction de la quantité de travail nécessaire, en raison de l'agression militaire russe. Le directeur du «Centre de réparation et d'exploitation des locomotives» à Kiev a préparé une lettre basée sur cette instruction, suspendant les contrats des travailleurEs. Les véritables raisons de ces mesures n'ont pas été nommées. Comme l'a précisé le ministère de l'Économie, la condition de suspension de l'effet du contrat de travail devrait être l'incapacité absolue de fournir et d'exécuter un travail. Même la Fédération des employeurs respecte formellement la démarche de suspension négociée... Une telle démarche devrait être mise en œuvre par l'émission d'un ordre sous une forme standard, avec l'accord des parties, avec seulement quelques cas exceptionnels. Cependant, certaines entreprises sont prêtes à utiliser cette possibilité unilatéralement et massivement.

### Restrictions multiples

Dans un hôpital de la région de Kiev, sous l'état de guerre déclaré, les infirmières ont été transférées à un autre poste. En fait, la loi permet «uniquement de résorber ou d'éliminer les conséquences des combats, ainsi que celles d'autres situations qui menacent ou peuvent menacer la vie ou les conditions de vie normales des personnes». Cependant, dans ce cas, l'ordre de mutation n'a été motivé que par la volonté des managers de modifier l'organisation du travail. À l'usine métallurgique de Kryvyi Rog, la direction refuse d'accorder des vacances préférentielles aux employéEs. Ceci est contraire au chapitre 12 de la loi. Les gestionnaires interprètent la norme spécifiée pour limiter la durée maximale des principaux congés annuels à 24 jours calendaires. Mais le chapitre 6 de la loi sur les vacances garantit à un certain nombre de catégories de salariéEs l'octroi d'un congé annuel plus long : pour le personnel industriel et manufacturier de l'industrie métallurgique, cela peut aller jusqu'à 28 jours calendaires.

Des milliers de métallurgistes en service et bénévoles sont mécontents de ces restrictions. La position de l'employeur est un abus, une tentative d'imposer des conditions de travail plus avantageuses pour lui par rapport à celles garanties aux travailleurEs par la législation normale.

Le «Mouvement social» exhorte les syndicats à répondre aux actions des employeurs qui conduisent à la montée des tensions sociales en éliminant les garanties légitimes et méritées des employéEs. Les autorités doivent suspendre les cadres qui se sont avérés incapables d'organiser correctement le travail en temps de guerre.

Sotsialnyi Rukh (Mouvement social — Ukraine)

## USA La lutte des travailleurEs pour s'organiser chez Amazon se heurte à des difficultés

Au début du mois, les travailleurEs d'un entrepôt Amazon à Staten Island, dans la ville de New York, ont remporté un vote de représentation syndicale par 2 654 voix contre 2 131 sur les quelque 8 000 travailleurEs autorisés à voter. Cette élection, qui a créé le premier lieu de travail syndiqué d'Amazon aux États-Unis, est désormais contestée devant le National Labor Relations Board (NLRB — Conseil national des relations du travail) par Amazon, qui fait valoir que le conseil du travail a favorisé le syndicat et que celui-ci a fait pression sur les travailleurEs.

Bien que les avocats spécialisés en droit du travail estiment que cette contestation a peu de chances d'être gagnée, elle ralentira le processus d'obtention par le syndicat d'un premier contrat d'entreprise pour ces travailleurEs. Il faut généralement trois ans à un syndicat pour obtenir un premier contrat.

### 4,2 millions de dollars pour stopper le syndicat à Staten Island

Lors d'une autre élection supervisée par le NLRB qui s'est tenue au même moment dans un autre entrepôt d'Amazon à Bessemer, en Alabama, 993 travailleurEs ont voté contre l'implantation d'un syndicat, tandis que 875 ont voté en sa faveur, mais plus de 400 bulletins ont été contestés et il n'y a pas encore de décompte final. Il faudra plusieurs semaines avant qu'une audience du conseil du travail ne débouche sur une décision finale concernant le syndicat. Ces deux élections montrent clairement qu'Amazon utilise toute sa richesse et son pouvoir pour lutter contre la syndicalisation. Amazon a dépensé 4,2 millions de dollars pour stopper le syndicat à Staten Island. La société a licencié certains organisateurs syndicaux de base et en a fait arrêter d'autres pour intrusion, et ses avocats s'efforcent maintenant d'annuler l'élection.

Dans le même temps, les travailleurEs ont laissé entendre qu'ils et elles allaient étendre la lutte à d'autres lieux de travail. Chris Smalls,

le leader de l'action de Staten Island, a déclaré avoir été contacté par des salariéEs de cinquante autres lieux de travail d'Amazon, la plupart aux États-Unis, mais aussi en Afrique du Sud, en Inde, au Canada et au Royaume-Uni. «Si nous n'allons pas au travail, les PDG ne gagnent pas leur argent. Donc, si les travailleurEs peuvent réaliser que peu importe où ils travaillent et ce qu'ils font, alors ils peuvent se regrouper pour négocier collectivement. C'est ce dont je pense que nous avons été témoins le 1<sup>er</sup> avril [lors du vote sur l'implantation syndicale à Staten Island] : nous avons pu partager cette expérience et faire savoir à tout le monde que n'importe quelle personne ordinaire peut mettre en échec l'entreprise la plus puissante, où que ce soit, quelle que soit sa taille».

### Des combats en perspective

Les médias de toute sorte ont été inondés d'interviews de Smalls et d'autres militants et de récits sur leur lutte pour s'organiser : un combat dirigé par les travailleurEs eux-mêmes et basé sur des centaines de discussions avec d'autres travailleurEs de l'établissement, des discussions tenues autour de barils de bois brûlant aux arrêts de bus. Alors que d'autres organisations syndicales ont dépensé des sommes considérables pour rémunérer des organisateurs professionnels qui n'avaient jamais travaillé chez Amazon, se sont appuyés sur les relations publiques et ont fait appel à des politiciens inconnus des



travailleurEs, l'expérience de Staten Island est entièrement basée sur les travailleurEs eux-mêmes. Cela a déclenché un débat national sur la façon dont les syndicats devraient s'organiser. Un tel activisme de la base représente à la fois une nouvelle possibilité et une menace pour les syndicats existants, hautement bureaucratiques, légalistes et largement inefficaces.

La récente victoire à New York soulève également d'autres questions. Les organisateurs de l'entrepôt de Staten Island n'ont jamais appelé les travailleurEs de l'établissement à mener une action directe contre l'entreprise. Bien que les travailleurEs aient apparemment perturbé des réunions organisées par la direction, il n'y a eu aucun ralentissement ni arrêt de travail. Les travailleurEs se sont entièrement reposés sur le vote supervisé

par l'agence gouvernementale. Les salariéEs se battent aujourd'hui pour défendre leur victoire à Staten Island, pour organiser d'autres établissements, puis pour obtenir des contrats syndicaux, et l'histoire du mouvement ouvrier suggère qu'ils et elles devront être prêts à utiliser leur force pour réussir. Lorsque les travailleurEs utilisent cette force dans de grandes grèves, l'expérience peut rapidement devenir contagieuse et se répandre dans la classe ouvrière. Cela s'est produit tout au long de l'histoire : en France, aux États-Unis et au Mexique dans les années 1930, en Pologne, au Brésil, en Corée du Sud et en Afrique du Sud dans les années 1980, en Tunisie et en Égypte pendant le printemps arabe, et plus récemment en Algérie et au Soudan. Cela peut-il se produire aux États-Unis aujourd'hui ?

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## BIÉLORUSSIE Sabotages ferroviaires : les cheminotEs en action

Au lendemain de l'agression russe contre l'Ukraine, le comité exécutif du Congrès des syndicats démocratiques de la Biélorussie déclarait : « Nous tenons à vous assurer, chers Ukrainiens, que la grande majorité des Biélorusses, y compris les travailleurs, condamnent les actions irréfléchies du régime biélorusse actuel qui tolère l'agression russe contre l'Ukraine. Nous exigeons l'arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes russes d'Ukraine, ainsi que de Biélorussie. »

Il ne faut jamais prendre à la légère une déclaration syndicale. Surtout en temps de guerre. La logistique militaire russe et la direction des chemins de fer biélorusses allaient l'apprendre à leurs dépens. Selon le centre des droits de l'homme Viasna, huit cheminots biélorusses sont arrêtés dès le début de la guerre pour sabotage contre un transport ferroviaire militaire russe.

### «Actes de terrorisme»

Quelques jours plus tard, le 2 mars, Aliaksei Shyshkavets, 43 ans, habitant d'Asipovichy (important carrefour ferroviaire), est arrêté. Selon le ministère de l'Intérieur, il s'apprêtait à exécuter des actes de sabotage pour empêcher la circulation de certains trains. Deux autres personnes sont également arrêtées à Staubtsy dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars. Un autre «saboteur» aurait été arrêté à Zhodzina toujours le

2 mars. Début mars, des cheminots rapportent que les transports ferroviaires de matériel militaire russe et des munitions ont alors cessé de traverser la Biélorussie en raison des nombreux sabotages. Devant l'ampleur du phénomène, l'agence russe TASS annonce que le procureur général de Biélorussie a ouvert une enquête pénale sur ce qu'il appelle des «actes de terrorisme perpétrés par un groupe organisé contre l'infrastructure du chemin de fer» biélorusse. Il reconnaît que des installations de signalisation et autres matériels de transport ont été rendus «inutilisables». Les cheminots arrêtés risquent jusqu'à quinze ans de prison. En dépit des menaces, les sabotages continuent. Le 6 mars, Siarhei Kanavalau, un employé des chemins de fer biélorusses, est arrêté à Vitebsk. Selon le ministère de l'Intérieur, il avait prévu de désactiver les systèmes de

sécurité ferroviaire. À Svetlahorsk, une unité de signalisation ferroviaire est incendiée. La police accuse trois habitants de Svetlahorsk de cette dégradation. Depuis, ce sont des dizaines d'actes de sabotage ferroviaires qui ont été commis. En témoignent les vidéos postées sur un canal Telegram pro-russe (TG) où 38 cheminotEs reconnaissent, dans une mise en scène digne des procès de Moscou, avoir commis des actes de sabotage et être sous influence étrangère.

### «Employés peu fiables»

Le 19 mars, le journal *Novy Chas* évoque douze sabotages ferroviaires qui ont paralysé le réseau ferroviaire, empêchant les wagons transportant du matériel militaire russe de se diriger vers la frontière ukrainienne. Dans la nuit du 16 mars, sur le tronçon Farinovo-Zagattya, le coffret relais d'alarme est incendié.

Face à ces «difficultés» inattendues, les chemins de fer biélorusses pourraient être soumis à une «purge» à grande échelle, au cours de laquelle des «employés peu fiables» seraient licenciés, explique une chaîne cryptée de cheminots biélorusses. Des troupes d'unités spéciales sont postées le long de voies ferrées. Certaines de ces patrouilles en armes seraient en civil, munies de talkies-walkies et de traceurs GPS. Elles installeraient leurs tentes à proximité des voies ferrées.

Le 30 mars, une escouade de ces soldats ouvre le feu sur un groupe de cheminots-partisans en action. Les coups de feu ont été entendus près de l'arrêt de Babina dans le district de Babruisk (tronçon Asipovichy-Zhlobin). Les partisans avaient ouvert deux armoires à relais (nécessaires à la signalisation ferroviaire). Ils ont réussi à en incendier une. Jusqu'au moment où un groupe de militaires qui se trouvait dans les bois et devait garder ledit matériel a ouvert le feu. Cependant, les partisans ont pu s'échapper.

Selon le site biélorusse *Zerkalo* (30 mars), au moins 40 employéEs des chemins de fer sont aux mains du KGB biélorusse. En outre, quatre autres cheminots dont un conducteur de train sont détenus à Gomel, dont au moins un a été placé dans le centre de détention provisoire du KGB.

Patrick Le Tréhondat

Article publié dans le numéro 4 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, 10 avril 2022.

# MALI Quand la terreur des djihadistes et de la junte s'abat sur la population

Le gouvernement malien présente l'opération qui s'est déroulée à Moura, une ville de 10 000 habitants située au centre du Mali, comme un succès, puisqu'il y aurait eu 203 « terroristes » tués et 51 arrestations. Les nombreux témoignages récoltés par HRW racontent tout autre chose. Pendant cinq jours, du 27 au 31 mars, les Forces armées maliennes (FAMA) et les mercenaires de la société russe Wagner ont assiégé la ville et procédé à des exécutions sommaires. Le nombre de victimes oscille entre 300 et 600 hommes. Comme pour bien d'autres villes et villages du centre du Mali, Moura était sous le quasi contrôle des djihadistes de la Katiba Macina dirigée par le prédicateur Amadou Koufa. En 2016, leurs combattants sont venus et ont imposé leur loi. Entre autres, porter la barbe et des pantalons courts pour les hommes. Ceux qui se sont opposés ont été exécutés par les djihadistes. Les villageois n'avaient pas le choix car, à cette époque, aucun soldat de l'armée malienne n'est venu leur porter secours. Si en ville il y avait effectivement des djihadistes, l'intervention de l'armée malienne et de Wagner a tourné au carnage. Tous les hommes susceptibles d'être des rebelles islamistes étaient exécutés. Les critères étaient les habits portés ou l'origine ethnique, à savoir les Peules. Les maisons ont été fouillées, certaines pillées et brûlées, des témoignages font aussi état de femmes violées.

## Stratégie de terreur

Cette tragédie est loin d'être isolée : à Danguèrè Wotoro, à Tonou, à

« La pire atrocité depuis une décennie » c'est par ces mots que l'organisation de défense des droits humains Human Right Watch (HRW) a qualifié le massacre dans la ville de Moura, fin mars. Une tuerie perpétrée par l'armée malienne encadrée par les mercenaires du groupe russe Wagner. Cette tragédie témoigne de la dérive dictatoriale de la junte malienne qui a pris le pouvoir depuis presque deux ans.



DR

Bouka Were, à Feto, Wouro Gnaga, Boudjiguiré, et dans bien d'autres lieux, les civils ont été victimes de l'armée et des supplétifs russes. Cela correspond à une stratégie initiée lors de l'opération Kèlègui (« ceux qui font la guerre » en Bambara). Elle vise à instaurer un climat de terreur pour saper celui installé par les djihadistes. Une fuite en avant qui permet à la junte, à coups de communiqués de presse, de faire valoir son efficacité en égrenant des listes de terroristes tués dont la plupart ne sont, en fait, que des civils.

Cette politique de violence contre les populations ressemble à ce qui se passe en Ukraine. Les méthodes de Wagner encouragent les soldats des FAMA à s'exonérer des droits humains. Ce n'est d'ailleurs pas

un hasard si Moscou a félicité le gouvernement malien pour cette opération. La base militaire occupée par les mercenaires russes à Diabaly dans la région de Niono est devenue un véritable centre de torture. Des paysans ou des pasteurs sont enlevés et interrogés. Une quinzaine de personnes sont mortes suite aux mauvais traitements, les autres en sont ressorties meurtries.

## Glissement vers une dictature

À chaque fois, la junte soutient les FAMA et refuse toute enquête impartiale. Ainsi la mission de l'ONU, la Minusma, n'a toujours pas reçu d'autorisation pour procéder aux investigations sur le massacre à Moura. Après avoir fermé les antennes de RFI et de France 24,

la junte tente de mettre au pas les journalistes et les opposantEs. Dernièrement c'est Omar Mariko, dirigeant du parti de la gauche radicale Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), qui risque l'emprisonnement. Lors d'une conférence de presse, il a émis des sérieux doutes sur la véracité de la version gouvernementale du drame de Moura. Les exactions de l'armée et de Wagner s'accompagnent d'une dérive autoritaire qui restreint de plus en plus l'espace démocratique. Les putschistes s'appuient sur une frange de la population persuadée que la solution passe par la manière forte.

Le départ des troupes françaises du Mali offrait l'opportunité d'une mise en place de négociations et de réformes politiques permettant de répondre à la crise malienne. Une crise qui est avant tout sociale comme le souligne la Coalition citoyenne pour le Sahel : « Continuer à privilégier une réponse sécuritaire qui ne s'attaque pas aux causes profondes de la crise reviendrait à reproduire les erreurs qui ont conduit à l'impasse actuelle. »<sup>1</sup> C'est pourtant le choix de la junte malienne soutenue par les supplétifs de Poutine.

## Paul Martial

1 – <https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/article/a-1-heure-des-redeployements-militaires-un-sursaut-civil-est-plus-urgent-que>

## COLONIALISME À propos du droit à l'autodétermination

La campagne électorale a été marquée par la situation en Corse, et Philippe Poutou a été amené plus d'une fois à parler, dans nos meetings et dans les médias, de notre attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est énoncé comme un très ancien principe politique, à vocation universelle, et pourtant la bourgeoisie et ses gouvernements, qui reconnaissent théoriquement ce droit, en font une lecture à géométrie variable, quand ils ne s'assoient pas purement et simplement dessus.



DR

## Un droit sans cesse bafoué!

L'exemple du monarque – c'est un Bourbon! – qui règne sur l'État espagnol est emblématique à la fois du cynisme et de la brutalité du nationalisme dominant en Espagne – qui a quand même emprisonné militantEs et éluEs catalanEs pour des raisons politiques! – et de la complicité des gouvernements et des institutions de l'Europe, qui ont laissé faire en regardant ailleurs. L'État français, quant à lui, s'est illustré, en la matière, de la pire des façons, et continue de le faire dès que l'occasion se présente de préserver ses intérêts néo- (ou carrément) coloniaux. Le traitement infligé aux COM (ex DOM-TOM) sur les questions sociales, la violente répression qui s'abat sur les mouvements sociaux qu'engendrent ces inégalités, en sont la marque permanente, que ce soit en Guadeloupe, en Martinique ou en Guyane. L'exemple de la Kanaky, enfin, illustre à la fois la violence dont peut faire preuve l'État colonial – l'assassinat des militants indépendantistes, en 1988, à la grotte d'Ouvéa, en pleine élection présidentielle – et le mépris dans lequel ces gens-là tiennent la population – le refus de reporter le référendum de décembre 2021, finalement boycotté par les indépendantistes Kanak.

## Une brûlante actualité!

À son tour la guerre en Ukraine a braqué les projecteurs sur le droit à l'autodétermination. D'une part, en mettant en avant la violation flagrante par Poutine du droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, d'autre part en rappelant l'usage pervers que la dictature russe a pu faire de ce droit en l'instrumentalisant à son profit, que ce soit en Crimée, en Georgie ou en Moldavie. Preuve, s'il en était besoin, que ce droit, pour s'exercer vraiment, doit être mis en œuvre de façon démocratique sous le contrôle des populations concernées...

La Corse, quant à elle, en faisant irruption au beau milieu de la campagne électorale, a remis sur le devant de la scène des revendications démocratiques élémentaires la concernant, comme le statut des prisonniers politiques. Elle a aussi rappelé que l'État français, y compris en métropole, ne se penchait sur ces questions que contraint et forcé.

Là encore, le bilan du mandat de Macron, à la suite de ses prédécesseurs, reste de l'ordre du simple déni : toujours pas de moyens pour l'enseignement des langues régionales, toujours pas de co-officialisation de ces langues sur leurs territoires, et toujours cette barrière constitutionnelle que la république une et indivisible oppose à toute avancée. De la même façon, le récent découpage des grandes régions reste une entrave à toute forme de revendication nationale ou régionale et, par là, interdit en France tout exercice d'un quelconque droit à l'autodétermination.

Claude Moro

# SRI LANKA « C'est un massacre économique »

Entretien. Depuis quelques semaines, la crise économique au Sri Lanka est fréquemment mentionnée dans la presse internationale. Zoom sur ce pays où cela fait plus de vingt ans que le clan mafieux des Rajapaksa a accaparé le pouvoir, combinant au népotisme la violence contre les Tamouls et plus généralement la population pauvre. Interview de **Don Samantha**, militant révolutionnaire sri lankais en exil.

## Quelle est la situation économique actuelle au Sri Lanka ?

Le pays se trouve dans une crise économique majeure. Il est incapable de rembourser sa dette extérieure, qui atteint 47 milliards de dollars. Le gouvernement a emprunté sur les marchés et se pose la question d'emprunter au FMI et à la banque asiatique de développement. Les intérêts de la dette sont supérieurs au revenu national. Depuis deux ans l'inflation mensuelle atteint 22 ou 25%. Ce mois-ci 27% officiellement, mais pour les biens de première nécessité comme la nourriture, c'est plutôt 50%! La banque nationale du Sri Lanka a émis des lettres de crédit pour importer du pétrole, qui ont été refusées à cause de l'instabilité. Le gouvernement obtient des prêts sur les marchés privés internationaux afin de rembourser d'autres emprunts nationaux. Le régime des Rajapaksa<sup>1</sup> imprime massivement de la monnaie, ce qui renforce l'inflation. Les coûts des biens et des services augmentent : c'est un massacre économique. Les gens vivent sans électricité, sans gaz ni essence... Sur 24 heures on



DR

en passe 13 sans électricité. Les gens font la queue toute la journée pour trouver de l'essence ou du gaz.

## Quelles sont les conséquences politiques de cette crise économique ?

Le 2 avril, le gouvernement a déclaré une situation d'urgence nationale, face aux manifestations massives. Celles-ci débordent les partis politiques. Une activiste et ancienne parlementaire de l'UNP (parti bourgeois libéral), Hirunika Premachandra, a par

exemple entraîné une foule de femmes qui ont fait le siège du palais présidentiel. Des gangs de brutes aidés par la police les ont attaqués. Le gouvernement n'a pas de solution. S'il se tourne vers le FMI il devra se plier à ses exigences. Alors il préfère se financer sur les marchés privés. Pendant ce temps, la population manque des denrées de première nécessité. Il n'y a pas de transport car il n'y a pas d'essence. L'État est proche de la banqueroute. Le gouvernement a vendu à la Chine et à l'Inde beaucoup de ressources, dont les ports. Les droits d'exploitation forestière ont été bradés à des multinationales. Lundi 11 avril, des milliers de manifestants ont défilé partout dans le pays et devant la maison du président avec le slogan : « Go home Gotha! ». Sur Twitter le fils du Premier ministre a dit que son père s'adresserait à la nation et a parlé de démission à cause de la pression populaire.

## Qui organise ces manifestations ?

La droite et la gauche ont organisé des manifestations ces deux dernières années. À gauche, le

JVP (nationaliste de gauche, stalinien, maoïste) s'est renforcé avec la crise économique et a organisé une grande manifestation à Colombo, bien plus suivie que prévu. Mais le JVP promet surtout de régler problèmes... si on vote pour lui. Et propose d'emprunter au FMI! À la base, les mobilisations sont auto-organisées : les gens bloquent les routes, campent autour de la résidence présidentielle, cuisinent et vivent là. La plupart sont hostiles aux partis politiques. Voici leurs principales revendications :

- Le président doit démissionner ;
- Le Parlement doit être dissous ;
- Rajapaksa doit rembourser l'argent qu'il a volé (il est mentionné dans les Pandora Papers) ;
- De l'aide médicale doit être envoyée par la communauté internationale ;
- Les engrais pour les paysans doivent être subventionnés ;
- L'évasion fiscale par les multinationales doit être remboursée.

## Propos recueillis par Stan Miller

1 – Gotabaya Rajapaksa est président de la République depuis 2019 et son frère, Mahinda Rajapaksa, est redevenu Premier ministre après ses deux mandats présidentiels.

# DÉCLARATION DE PHILIPPE POUTOU AU SOIR DU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

**N**ous tenons tout d'abord à remercier les électeurs et électrices qui ont choisi de voter pour nous. Par ce vote, ils et elles ont porté leur suffrage sur un ouvrier licencié, quelqu'un qui leur ressemble. Ils et elles ont voulu exprimer le rejet d'un capitalisme qui mène l'humanité droit dans le mur, source de crises écologique, sanitaire, sociale et démocratique. Ils et elles ont voulu affirmer que le changement se fera par en bas, par les mobilisations et en rompant avec ce système.

Nous savons aussi que bien d'autres se sont reconnus dans notre candidature mais ont préféré glisser un autre bulletin dans l'urne, espérant « voter utile ».

## Non-campagne et crise politique

Comme en 2017, Macron et Le Pen sont donc qualifiés à l'issue d'une non-campagne. L'élection présidentielle est déjà particulièrement antidémocratique, cette campagne en a été la caricature, la parole étant confisquée par la droite et l'extrême droite, particulièrement par Macron. À aucun moment de cette campagne, celui-ci n'aura voulu rendre de comptes sur la politique menée ces cinq dernières années, une politique particulièrement antisociale et autoritaire.

Le taux d'abstention, en augmentation, marque la défiance de la population vis-à-vis du pouvoir de Macron. Sans parler des étrangerEs, privés de droit de vote et de pouvoir peser sur la politique du pays où elles et ils habitent et travaillent.

Le désaveu de ce quinquennat profite hélas à l'extrême droite. Nous le mesurons aujourd'hui : Macron n'est en rien un rempart contre l'extrême droite. Pire, sa politique la nourrit quand il s'attaque aux conditions de vie des salariéEs et des chômeurs, quand il chasse, avec Darmanin, les migrantEs et les sans-papiers, quand il réprime violemment les manifestations, comme celles du mouvement des Gilets jaunes... C'est peu dire que le climat politique de ces derniers mois a pesé sur les urnes. Les questions sociales sont prégnantes, comme la nécessité d'augmenter les salaires et l'ensemble des revenus face à la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre. Mais ce sont bien les thèmes de l'extrême droite qui se sont imposés, en particulier sous la pression de Zemmour. Préfigurant un projet fasciste, celui-ci a infusé de ses idées dégueulasses toute la campagne à droite et à l'extrême droite.

Zemmour aura entre autres servi à relativiser le danger représenté par Le Pen alors qu'elle n'a jamais été aussi proche du pouvoir. Pourtant, tous les deux représentent les deux visages d'un projet politique ultra-autoritaire, au service des capitalistes, visant à mettre au pas l'ensemble de la population. Le Pen est un poison



car, par le racisme, elle cherche à attiser la haine contre les populations immigrées et d'origine immigrée, et la division, visant à les surexploiter et à détourner les salariéEs de vrais responsables des crises, du chômage et de la misère.

Le score de Le Pen et la crise politique qui confirment le rejet des partis traditionnels de gauche et de droite, nous montrent l'urgence de reprendre nos affaires en main, de nous mobiliser. Et ce n'est pas d'un « front républicain » conduit par Macron dont nous avons besoin, mais de construire une large mobilisation contre Le Pen, Zemmour et tous leurs alliés. Quel que soit le résultat du second tour, nous devons nous préparer à défendre nos intérêts et nous battre dans les entreprises et les quartiers, contre l'exploitation et toutes les formes d'oppression. Le week-end des 16 et 17 avril doit être marqué par des manifestations massives dans tout le pays contre l'extrême droite et les politiques libérales et autoritaires qui le nourrissent. Une mobilisation qui doit commencer dès demain dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail, dans la jeunesse, partout où c'est possible.

## Et maintenant ?

Dimanche 24 avril, beaucoup voudront faire barrage au RN en votant Macron. Nous partageons la volonté de rejeter le danger mortel pour tout progrès social et pour l'ensemble des droits que représenterait l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen, tout particulièrement pour les populations immigrées et d'origine immigrée ou les personnes LGBT. Notre consigne de vote est claire : pas une voix ne doit aller à l'extrême droite. Pour autant nous ne donnerons pas de consigne de vote en faveur de Macron, car c'est un pompier pyromane dont les politiques sont une des causes de la montée du RN. Macron n'est en rien un rempart contre l'extrême droite qui a progressé durant son quinquennat. Pour faire reculer durablement ce péril, il n'y a pas d'autre solution que de lutter, contre l'extrême droite mais aussi contre toutes celles et ceux qui, comme Macron et tous ceux qui l'ont précédé, ont mis en place ou veulent imposer des mesures antisociales. Cela passe aussi par la reconstruction d'un projet d'émancipation pour les classes populaires.

Toutes tendances confondues, la gauche se maintient comme en 2017 à un niveau très bas.

Les prochains mois vont être difficiles, on le sait déjà, et plus que jamais, nous avons besoin d'unir notre camp social et ses organisations pour y faire face.

Ce camp social n'est pas sans ressources. Ces dernières années ont été marquées par le mouvement des Gilets jaunes, la mobilisation contre la réforme des retraites, une multitude de grèves ouvrières éclatées et de mobilisations d'une partie de la jeunesse. Ces derniers mois ont été marqués par des luttes pour les salaires. Les capacités de résistance de notre camp social existent et lui permettent de se faire craindre.

Nous nous adressons avant tout à l'ensemble de la gauche sociale et politique, aux syndicats, aux associations et collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI, ainsi qu'aux forces politiques : nous avons besoin de nous rencontrer pour discuter des initiatives possibles pour changer la donne.

L'urgence est d'abord de construire un front commun et durable contre l'extrême droite. Un front unitaire antifasciste articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques.

Nous avons aussi besoin d'organiser la coopération et la coordination, de trouver des moyens d'actions autour d'un programme d'urgence commun pour les luttes. Cela commence par la riposte unitaire contre l'offensive annoncée de Macron sur la retraite à 65 ans, ou pour mobiliser en faveur des salaires. Enfin, comme nous l'avons fait durant cette campagne, nous voulons nous adresser particulièrement à toutes les « orphelines » et « orphelins » d'une gauche de combat, à tous les anonymes, les militants ou les sympathisants, organisés ou non, à toutes celles et ceux auprès desquels notre campagne a trouvé de l'écho, et aux directions des différentes forces politiques à gauche. La « vieille gauche », gestionnaire du capitalisme, s'est écroulée, et nous ne la pleurerons pas. Il faut reconstruire une force politique anticapitaliste, antifasciste, féministe, écologiste, antimilitariste, anticolonialiste et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de cette société. Cela nécessite un débat dans l'ensemble du mouvement social, du mouvement ouvrier, avec tous les courants et forces qui aspirent à un tel projet. C'est nécessaire et c'est urgent.

Ces prochaines semaines, ces prochains mois, nous allons donc avoir besoin d'échanger, de débattre, de confronter, de tirer les bilans, pour essayer de construire ensemble. Construire les mobilisations contre les attaques qui se dessinent, mais aussi un nouvel outil politique : un parti pour tous les exploités et les opprimés. Nous ne pouvons plus attendre.

**D**ifficile de proposer, dans une double-page, une analyse exhaustive des résultats de l'élection présidentielle.

Nous publions cette semaine la version « intégrale » de la déclaration de Philippe Poutou et du NPA au soir du premier tour (partiellement reprise en page 2 de ce numéro), ainsi qu'une analyse de la « résistible ascension de Marine Le Pen ». Nous aurons l'occasion de revenir, la semaine prochaine, sur les dynamiques à gauche — entre autres.

# ANTIFAS TANT QU'IL

## RETOUR SUR LA RÉSISTIBLE A

Sans surprise, Marine Le Pen sera au second tour de l'élection présidentielle, bénéficiant de la défiance de la population vis-à-vis du pouvoir de Macron et du rejet des partis traditionnels, avec une abstention en légère hausse.

**L'**effet du « vote utile » aura aussi pu jouer à l'extrême droite, en partie chez l'électorat tenté par la « nouveauté » de Zemmour (qui atteint tout de même 2485757 voix) et chez Dupont-Aignan (dont le score a réduit de moitié entre 2017 et 2022). À noter que Jean Lassalle, candidat difficilement classable, double largement ses voix, en récupérant probablement des électeurs d'Asselineau et de Cheminade. Avec 8135456 voix, Marine Le Pen augmente son score de premier tour de plus 400 000 voix en comparaison de 2017 (soit pour cette élection 16,69% des inscritEs et 23,15% des exprimés – contre 16,14% des inscritEs et 21,30% des exprimés au premier tour de 2017). À la précédente élection présidentielle, elle gagnait près de trois millions de voix dans l'entre-deux tours, pour dépasser les dix millions et demi.

## Alés de la stratégie électorale du FN/RN

Bien que prévisible, le résultat de Marine Le Pen n'est pourtant pas l'aboutissement d'un projet mené sans encombre. En 2018, lors du congrès de Lille qui aboutira au changement de nom du FN en Rassemblement national, la feuille de route en direction de la présidentielle commençait avec les européennes, puis les municipales, les départementales et les régionales. Comme autant de tremplins pour construire des alliances et travailler à son implantation, la séquence électorale articulait la stratégie du « clan Marine Le Pen ». Lancée avec un slogan fleurant bon les années mégrétistes (« On arrive »), la campagne du RN pour les européennes, menée par un tiers de députés sortants, un tiers de nouvellement promus, un tiers de ralliés récents venus de la droite, se soldait par un succès, en se plaçant très légèrement en

tête. En fin de mouvement des Gilets jaunes, un renforcement de l'électorat du RN pouvait être envisagé. Le RN promettait alors un raz-de-marée municipal. Mais la pandémie vint troubler le premier tour et la stratégie préparée de longue date. Buté sur sa logique institutionnelle et électoraliste, le RN n'avait su traduire certaines aspirations des Gilets jaunes, dont plusieurs aspects pouvaient lui être favorables. En outre, la faiblesse militante de l'organisation, aggravée par des tensions internes, avait difficilement permis de constituer les 400 et quelques listes, malgré sa promesse d'aligner des candidatures « sérieuses ». Persuadé qu'il engageait sa mue en « parti de gouvernement », avec les régionales, l'appareil politique RN, grisé par les sondages, s'était heurté au réel de l'abstention. Considérant que son électorat n'avait pas disparu, Marine Le Pen maintenait tout de



# SCISTES, LE FAUDRA

## SCENSION DE MARINE LE PEN



même la conviction de sa « bonne ligne », dans sa recherche d'un « vote d'adhésion » plutôt que d'un « vote de colère ».

### Le phénomène Zemmour

Puis l'irruption inattendue d'Éric Zemmour est venue concurrencer Marine Le Pen. Les critiques internes du RN ont trouvé l'occasion de rompre avec la ligne qu'elle avait imposée au RN.

Fortement médiatisés, les ralliements à Zemmour, un par un, n'ont guère pesé en termes électoraux. Bien que fulgurante, la dynamique militante indéniable de Reconquête n'a pas dépassé les secteurs politisés. Son attelage rassemble droite conservatrice de la Manif pour tous et dissidents en tout genre du FN. Les « profs avec Zemmour » auront donc au moins appris que le buzz

sur internet n'est pas synonyme d'implantation politique (leur compte Twitter annonçait le 8 avril « Audiences TV ou vues sur YouTube : quand les sondages se confrontent au réel, le résultat est sans appel »). Avec ses quelque 7%, la « reconquête » d'Éric Zemmour se limite à peine à celle des voix des Républicains, en devançant Valérie Pécresse de près de 800 000 voix. Le

### QUI POUR CONSOLER LES SOCIALISTES ?



dépérissement électoral des Républicains se fait sûrement plus au bénéfice d'Emmanuel Macron (Fillon faisait, au premier tour en 2017, 7212995 voix, quand Valérie Pécresse n'en rassemble que 1679359).

La campagne de Marine Le Pen, faite de visites sur le terrain, a été plus modeste que celle d'Éric Zemmour. Certes, les bus bloqués au portrait de la candidate, permanences roulantes pour un objectif de « 5 000 marchés », n'ont pas toujours rencontré les foules. Mais depuis longtemps, il existe une totale déconnection entre l'audience électorale de Marine Le Pen et la réalité de l'appareil politique et militant du RN, au bord de la cessation de paiement, pauvre en réflexion politique, avec peu de réels militants sur le terrain. Dès les prémices de sa campagne, Marine Le Pen a tablé sur le « pouvoir d'achat » pour s'affirmer comme opposante première à Emmanuel Macron. Les outrances d'Éric Zemmour lui ont permis, dès juin 2021, de se poser en « présidente de la paix civile et [...] de l'union nationale » en engageant très tôt une campagne de second tour. Sa stratégie du « ni droite ni gauche » prétendument basée sur un « bloc populaire » contre un « bloc élitaire » s'oppose à une logique d'union des droites. Cependant ce « ni droite ni gauche », validé par les résultats électoraux de Marine Le Pen, s'est largement appuyé sur des porte-parole dont près de la moitié viennent de l'UMP et de Debout la France.

### L'hypothèse Macron

Les partisans de l'union des droites, autour de Marion Maréchal, peu convaincus par l'avenir politique de Marine Le Pen, avaient trouvé en Éric Zemmour un porte-voix décomplexé. Leur stratégie visait à exploser les Républicains, tiraillés entre Macron et droite extrême. Leur potentiel électoral se limite à celui d'une « droite Manif pour tous », orpheline d'une représentation politique. Ce n'est certainement pas en direction du stock de voix zemmouriennes, plus ou moins assuré, que Marine Le Pen va lancer sa campagne de second tour. Au-delà de la nuance fondamentale entre le « ni droite ni gauche » et l'« union des droites », les programmes de Reconquête et du RN sont quasi identiques.

Marine Le Pen va vraisemblablement maintenir son profil social, véritable supercherie, largement entretenue par ses propositions sur les retraites, pour tenter d'incarner le rassemblement contre la politique d'Emmanuel Macron et rallier les mécontents de tout bord.

Pour envisager les temps à venir, il est nécessaire de n'exclure aucune hypothèse. La première, un deuxième quinquennat de Macron est facilement anticipable, avec une réforme annoncée des retraites. Se joueront, en face, de cruciaux enjeux d'hégémonie sur l'opposition. Certes l'attelage derrière Zemmour est hétéroclite. Quelques tensions sont déjà apparues entre les « radicaux », souvent dissidents ou déçus du RN, et les ralliés des Républicains. Il n'est pas certain que la recomposition des droites extrêmes amorcée par Éric Zemmour parvienne à unifier jusqu'au Rassemblement national, dirigé sans partage par le « clan Marine Le Pen ». Si un bloc nationaliste parvenait à se structurer, combinant plus ou moins fortement Rassemblement national et Reconquête, s'ouvre une période difficile pour le mouvement ouvrier, déjà en reflux. Cette période sera d'autant plus difficile que l'opposition au monde d'Emmanuel Macron n'aura pas été franche lors du second tour des présidentielles. Certes, sur la question des retraites, les partisans d'Éric Zemmour, qui prévoyait une réforme des retraites et un passage à 64 ans, pourraient ne pas se retrouver derrière les propositions de Marine Le Pen, visant à maintenir la situation actuelle. Mais les organisations d'extrême droite sont des partis caméléons, capables de moduler un discours politique selon l'enjeu démagogique du moment. Trop rapidement et trop systématiquement, les extrêmes droites sont analysées comme force supplétive à l'ordre bourgeois. Si elles jouent ce rôle à long terme, elles présentent aussi une dimension contestatrice, voire « de rupture », pouvant les amener à se positionner rapidement sur des terrains jusque-là désertés. Certes jusqu'à présent, mouvement social a rimé avec reflux de l'extrême droite. Pourtant, les épisodes d'attaques de cortèges progressistes, au sein du mouvement des Gilets jaunes, pourraient

préfigurer une situation à venir, où la « gauche » se voit contestée, voire attaquée, sur son propre terrain de représentation des aspirations sociales et populaires. L'articulation de la nébuleuse violente, produit d'une « hooliganisation » de la jeunesse nationaliste, avec le dynamisme militant de Reconquête et combinée avec une assise populaire de l'électorat du RN, serait l'hypothèse la plus désastreuse pour les forces syndicales et politiques du camp du travail.

### L'hypothèse Le Pen

La deuxième hypothèse, celle d'une élection de Marine Le Pen, ne doit pas être écartée. L'auto-persuasion sur l'incapacité de Marine Le Pen, soit à, mathématiquement, passer le second tour, soit à pouvoir faire quoi que ce soit si c'est le cas, relève d'un attentisme passif et démobilisateur. Au contraire, les agitations alarmistes sur le retour des heures sombres sont inaudibles et tout autant démobilisatrices. Nous devons réfléchir à partir de scénarios possibles pour appréhender le processus qui s'enclencherait. Les différentes combinaisons d'un ensemble de facteurs dessinent autant d'évolutions potentielles : majorité parlementaire, constitutionnalité des premières mesures, positions du patronat et perspectives offertes de profit pour certains secteurs, utilisation des outils répressifs déjà en place et rôle de la police, structuration politique de la majorité présidentielle, réactions des fonctionnaires, oppositions démocratiques, organisation des forces syndicales et politiques de gauche, etc. En l'absence d'un parti de masse, sans petite-bourgeoisie déchaînée et mise en mouvement, le processus à l'œuvre diffère dans l'immédiat d'un schéma fasciste classique. Mais une élection de Marine Le Pen constituerait un pied d'appel pour un potentiel saut qualitatif délétère pour les exploités et les opprimés. Dans tous les cas, les mobilisations contre l'extrême droite se construisent dans la durée, en se préparant consciemment et froidement à toutes les perspectives. Malgré un retard fâcheux dans la construction d'une riposte unitaire cohérente, nous devons affirmer qu'« on sera là », « tant qu'il le faudra ».

**Commission nationale antifasciste**

## AUTOMOBILE

## Le démantèlement du groupe Renault est en préparation

Les informations du journal Challenges, dont Renault a été actionnaire jusqu'en 2020, précisent les contours des opérations en cours dans la firme automobile. De Meo, Le directeur général de Renault avait déjà révélé en février 2022 un projet de découpe de Renault en deux entités différentes, une dédiée à l'électrique basée en France, l'autre dédiée au thermique et à l'hybride basée à l'étranger.

Les informations fournies au compte-gouttes par la direction de Renault aux salariéEs de Lardy, un centre de recherches menacé de disparition à terme, confirment ces orientations.

## «Toutes les options sont sur la table»

Le syndicat CGT Renault Lardy a rassemblé ces informations pour leur donner toute leur cohérence et leur gravité. Selon le journal Challenges, «toutes les options pour séparer l'électrique de l'activité moteurs à combustion sont sur la table», d'après des analystes d'Exane BNP Paribas dans une note, affirmant que cela pourrait inclure une introduction en bourse des activités véhicules électriques ou le transfert des activités de moteurs à combustion dans une joint-venture.



WIKIMEDIA COMMONS

Le syndicat CGT Renault Lardy explicite : «L'entité électrique pourrait être une filiale détenue à plus de 50% par Renault, mais pour la partie thermique et hybride, il pourrait aussi s'agir d'une entité dont Renault n'aurait pas la majorité des parts, un autre constructeur ou un fonds d'investissement pouvant être majoritaire».

Déjà les activités «électrique» installées autour de Douai sont en cours de filialisation. Les projets divulgués aujourd'hui prolongent cette orientation pour des opérations de bien plus grande envergure.

Ce faisant, Renault n'invente rien, même si ses déboires en Russie le font accélérer. Les cabinets à la McKinsey vendent à toutes les firmes automobiles les mêmes solutions. Et déjà Ford s'est engagé dans cette voie de séparation entre activités thermiques et électriques pour mieux isoler les pépites de profit.

C'est une privatisation à la puissance deux de Renault. Et bien sûr que Macron, l'ancien banquier, en est informé. Ils préparent tout cela dans le secret des leurs affaires, se moquant éperdument de tout débat avant cette élection présidentielle.

Alerte : leurs mauvais coups vont redoubler.

Blog NPA auto-critique

Tu es délégué syndical CGT à Amazon Brétigny, est-ce que tu peux revenir un peu sur les conditions de travail à Amazon ?

Alors à Amazon, il y a plusieurs postes : des préparateurs de commandes, des personnes qui exercent une surveillance de taille sur les travailleurs, ils donnent des conseils, qui sont plus que des conseils mais plutôt des ordres, pour gagner des fractions de seconde à chaque opération ! Moi je suis agent d'exploitation, mais j'ai pour habitude de dire que je suis «agent exploité». La production tourne jour et nuit, la semaine et le week end, avec quatre équipes assignées à une plage horaire – chez nous on dit un «shift».

De nombreux travailleurs souffrent de mal de dos ou d'épaule. L'infirmerie existe mais c'est comme un commissariat, les salariés blessés y sont interrogés devant les managers, et la plupart du temps la conclusion c'est que ce sont les employés qui n'ont pas respecté les règles de travail... une bonne manière de camoufler les accidents du travail, qu'Amazon déteste. La priorité, c'est la production, et avec elle le profit. Par exemple, le quota de colis à réaliser peut monter facile jusqu'à 250 colis par heure ! Pour tenir le rythme, il faut se retenir d'aller aux toilettes, ne rien faire tomber et rester concentré sur sa tâche. On est soumis à un ingénieux système de «bipage» – enfin de flitage ! – grâce auquel la direction peut connaître très précisément aussi ailleurs, on ne doit plus venir avec nos manteaux dans l'entrepôt parce qu'ils ont peur qu'on vole des colis, ils fouillent nos téléphones pour vérifier que se sont bien les nôtres et pas des téléphones qu'on aurait volé. On n'est vraiment pas respectés !

C'est sans doute pire pour les intérimaires...

En effet, c'est souvent entre un tiers et une moitié d'intérimaires qui travaillent sur le site. On a même directement les boîtes d'intérim

Amazon a engrangé 33 milliards de dollars de bénéfice net pour la seule année 2021. Et partout en France, les salariéEs se battent pour obtenir leur dû. Dimanche, nous avons rencontré Oumar, militant CGT Amazon Brétigny-sur-Orge. Voir également notre article ci-contre.



CHARMAG

présentes sur le site. Une partie des intérimaires espère une embauche à terme, mais l'intérim permet surtout à la direction de s'accorder une période d'essai à rallonge, et d'augmenter la pression sur l'ensemble des travailleurs de la boîte. En plus, ça commence à se savoir que les conditions sont dures, donc le recours aux intérimaires pallie aussi les difficultés d'embauche à long terme et la faiblesse des salaires.

Justement, c'est le moment des négociations annuelles obligatoires (NAO), et il y a eu plusieurs journées de grève.

On demande 5% d'augmentation des salaires, vu les profits de la boîte ça nous paraît bien normal. La direction est ok pour 2% d'augmentation, soit 26 euros en plus par mois, c'est-à-dire rien du tout ! Une autre revendication qu'on avait, c'était qu'Amazon arrête de

nous donner des actions, en CDI on a 3000 euros d'actions, pour les reporter sur nos salaires, parce que les actions, non seulement elles fluctuent mais en plus on peut pas les toucher avant un certain nombre d'année ! C'est pas ça qui va nous aider à la fin du mois et tout le monde n'en bénéficie pas ! Les actions, on les laisse à Jeff, nous on veut vivre de notre travail. Évidemment, ils refusent systématiquement.

Lundi, les autres organisations syndicales européennes viennent à Chalon-sur-Saône pour discuter de ça avec nous, on a besoin de tous pour gagner la victoire. Notre but c'est que les travailleurs de tous les sites puissent bosser ensemble pour faire faire gagner nos revendications. De toutes façons, si on n'est pas synchro sur nos actions, ils font passer les commandes par d'autres sites, en France mais parfois en Europe !

La grève de la semaine dernière [lundi 4 avril ndlr] a été un succès avec une centaine de grévistes sur le shift de nuit de Brétigny, et un bon millier en tout en France. Ça nous a demandé pas mal de boulot

de l'organiser, on a un groupe avec tous les syndiqués par lequel on se coordonne, on se mobilise et on discute, mais notre but c'est de s'adresser aux autres salariés, par exemple on fait des tracts qu'on diffuse dans la boîte, on passe discuter avec eux pour préparer les journées d'action. Suite à ça, la direction nous a dit qu'ils voulaient bien monter jusqu'à 3% mais nous c'est 5 et on lâchera pas. Même après les NAO d'ailleurs ! Chez Leroy-Merlin ou Décathlon, ils se sont battus et ils ont obtenus leur revendication, ça montre que c'est possible ! C'est pas fini d'ailleurs, on a prévu d'autres journées prochainement.

Un mot pour conclure ?

J'ai envie de dire que c'est grâce à nous que Jeff Bezos fait des milliards et qu'il peut partir dans l'espace ! Pour Black Friday, c'est nous qui préparons les commandes, à Noël pareil. Donc nous, on lâchera rien jusqu'à obtenir ce qu'on veut et on sait qu'il n'y a que la lutte qui paie et que quand les travailleurEs relèvent la tête tout devient possible.

Emma Martin

## SALAIRES Victoire de la lutte des Dassault !

La direction du groupe Dassault a fini par céder. Elle a accordé 140 euros de augmentation brute (107 euros net) à tous les salariés, en majorant cette somme selon l'ancienneté. Elle s'engage à lever les sanctions liées au conflit et elle paye 80% des heures de grève !

Une victoire, après quatre mois de lutte dans toutes les usines du groupe : nombreux débrayages, blocages ponctuels, journées usines vides... Quatre mois qui ont obligé la direction à reculer à plusieurs reprises, elle qui avait clôturé les négociations annuelles obligatoires (NAO) en décembre avec... 42 euros brut (32 euros net) d'augmentation. Révoltant alors que les carnets de commandes sont pleins !



NPA

La lutte jusqu'au bout «200 balles ou pas de Ra-fale !» a été le mot d'ordre de la lutte. La direction a

d'abord été obligée de revenir discuter des salaires, puis de concéder 56 euros, puis 100 euros, avant d'arriver

aux 140 euros brut et le paiement de 60% des heures de grève... avec un ultimatum et la menace de revenir aux 32 euros de départ. Les salariéEs n'ont pas accepté le chantage et poursuivi la lutte. Ils ont arraché le paiement de 20% de plus des heures de grève. Après quatre mois de lutte, il a semblé difficile à la majorité de gagner davantage et la reprise du travail a été votée en assemblée générale... avec la fierté de la victoire !

Correspondant

## AUTOMOBILE La SAM entre menace d'évacuation et garantie d'un maintien des machines

La semaine précédant le premier tour de l'élection présidentielle, c'était le 15<sup>e</sup> rassemblement devant l'usine de la SAM depuis le début de la lutte face à la liquidation de l'usine et à la suppression de l'ensemble des 330 emplois.

L'origine de ce rassemblement convoqué dans l'urgence n'était pas le calendrier électoral, mais la décision du tribunal de Rodez ordonnant l'évacuation de l'usine occupée sans discontinuer depuis la fin du mois de novembre 2021.

Une décision de «justice de classe», selon l'expression de David Gistau, le secrétaire de l'UD CGT Aveyron.

Des salariéEs déterminés

Les organisations politiques aveyronnaises avaient apporté leur solidarité. Et



# CORSE De l'urgence collective à œuvrer au bien commun contre la stratégie de la tension

Une déclaration de nos camarades d'A Manca.

Aucune génération sensée n'aspire à voir la génération suivante connaître des conditions de vie plus sombres et plus précaires. Ce constat doit également s'appliquer aux générations de militantEs en lutte pour les droits du peuple corse.

## «Ils haïssent profondément la liberté des peuples»

Qu'allons-nous offrir à cette jeunesse qui s'est révoltée? Que se passera-t-il après le 24 avril prochain, quand les faucons de l'appareil d'État auront les mains libres? Nous le disons sans ambiguïté: le pire est à redouter pour la Corse et sa jeunesse en particulier. Certains journalistes aux ordres commencent à préparer l'opinion pour justifier une répression qui pourrait être du niveau de celle des années 1980. Macron et Le Pen pourraient opter pour cette voie en maintenant la stratégie de la tension jusqu'à ce que les premiers drames se produisent. Dans ce contexte toutes les manipulations sont possibles.

La mort n'est pas une perspective d'avenir, ni pour notre peuple ni pour notre jeunesse. Nous refusons catégoriquement cette logique mortifère et revendiquons le droit au bonheur et à la paix pour le peuple corse. En face de nous se trouve une vieille puissance coloniale dont les gestionnaires actuels ont atteint des sommets



dans le mépris et la négation de ce que nous sommes. Ils nous condamnent donc à la recherche d'un rapport de forces politique pour faire valoir un simple degré de liberté supplémentaire, car ils haïssent profondément la liberté des peuples qu'ils perçoivent comme une menace perpétuelle contre leurs intérêts. Ils ont une vision policière et impérialiste de l'histoire et des relations entre les peuples.

## «Offrir un débouché politique audible et satisfaisant»

Nous devons absolument faire preuve de cohérence face aux périls qui nous guettent et construire une

position démocratique commune sur l'autonomie législative. Cette idée d'un pouvoir législatif était une revendication populaire au début des années 2000, portée et comprise par les courants les plus radicaux du mouvement national. S'il faut en passer par la poursuite de la mobilisation populaire, une internationalisation de notre lutte et d'autres modes d'action (désobéissance civile, etc.), il n'y a pas à hésiter. Par contre laisser notre jeunesse seule aller au carton dans le cadre d'une stratégie de la tension verra très certainement l'État français gagner, car il dispose de beaucoup plus de ressources et de moyens que nous sur ce terrain-là. Il faut offrir à notre jeunesse un

débouché politique audible et satisfaisant qui puisse préserver notre pays du chaos. Il en va de notre responsabilité à tous les niveaux.

À très court terme la ligne de démarcation ne doit plus se situer entre majoritaires et opposants, entre autonomistes et indépendantistes, entre leaders et outsiders. Le seul clivage à la croisée des chemins se situe désormais entre les hommes et les femmes de ce pays qui veulent œuvrer de toutes leurs intelligences au service du bien commun et de l'intérêt collectif de la Corse, et les autres qui y sont opposés, où qu'ils se trouvent.

A Manca

# AMAZON Une grève d'une ampleur inédite

On ne sourit plus comme sur l'emballage de la célèbre enseigne de distribution, on fait la moue, on l'ouvre même suite à la dernière proposition d'augmentation de 3% des salaires faite par la direction lors de la Négociation annuelle obligatoire (NAO). Voir également l'interview ci-contre.

En réponse et pour la première fois, la grève a touché l'ensemble des huit entrepôts français et s'est répandue comme une traînée de poudre dans les quatre équipes qui structurent la production (matin, après-midi, nuit et week-end): à partir du lundi 4 août, c'est plus d'un millier de grévistes qui ont cessé le travail, le plus souvent

de manière majoritaire, allant jusqu'à filtrer les camions sur plusieurs sites.

## Au moins 5% d'augmentation

Le ressort de la mobilisation est le refus de devenir smicard: en effet, là où Amazon se targue d'embaucher 26% de plus que le SMIC, l'augmentation répétée de ce dernier, en application de son mécanisme

lié à l'inflation, alimente l'exigence d'au moins 5% d'augmentation soit un niveau supérieur à sa hausse prévue en mai prochain.

De Sud, premier syndicat de l'entreprise connu pour sa pugnacité suite la victoire juridique obtenue contre l'enseigne en 2020 pour protéger le personnel du Covid, à la CAT, réputée proche de l'employeur, les cinq syndicats représentatifs

au niveau national soutiennent le mouvement à l'unisson et, dans la perspective de la prochaine réunion de négociation prévue ce jeudi 14 avril, les débrayages se multiplient aux différents moments de la journée.

Une victoire du personnel d'Amazon serait un encouragement considérable pour d'autres secteurs, engagés déjà dans la lutte ou qui aspirent à se mettre en branle à leur tour. Elle trancherait de surcroît avec la morosité du second tour de la présidentielle: notre candidat, c'est la lutte!

LD

# SAINT-DENIS Soutien total aux enseignantEs dans le viseur de l'extrême droite

La direction académique de Seine-Saint-Denis a décidé de se faire le relais d'accusations venues de milieux d'extrême droite contre 6 enseignantEs de l'école Pasteur à Saint-Denis.

Après des mois de tensions entre une directrice parachutée en septembre et l'équipe enseignante de l'école, cette directrice s'est répandue dans le journal d'extrême droite *l'Incorrect* et dans une interview sur YouTube contre le «gauchisme à l'école» et le travail des enseignantEs sur l'égalité garçons-filles. Elle a même été jusqu'à laisser voir les numéros personnels des enseignantEs mis en cause...



## «Mutation dans l'intérêt du service»

La seule réponse de la direction académique aux demandes de protection fonctionnelle de l'équipe enseignante a été une enquête administrative dont le résultat n'a pas été communiqué aux premierEs concernéEs. Si ce n'est que des parents d'élèves interrogés dans ce cadre ont découvert des propos biaisés qui leur étaient attribués et qu'elles et ils ont voulu rectifier. Et surtout, début avril, six enseignantEs, tous et toutes syndiquéEs au SNUIPP et à SUD, se sont vuEs signifier leur «mutation dans l'intérêt du service». Concrètement, au retour des vacances de printemps, leurs élèves verront arriver dans leur classe de nouveaux enseignantEs en plein milieu de l'année.

Outre le caractère inédit de ce type de sanction contre des enseignantEs ciblés par l'extrême droite, c'est le mépris pour les élèves qui se sont largement mobiliséEs avec leurs familles (plus de 200 personnes à Bobigny vendredi 8 avril, malgré la pluie glaçante, devant la direction académique).

Et pour ne pas être en reste, le maire de Saint-Denis M. Hanotin s'est fendu d'un communiqué de soutien... à la décision de sanction qui selon lui «s'imposait au regard de dysfonctionnements graves et anciens qui m'ont été présentés», sans avoir jamais contacté l'équipe enseignante concernée. Et vendredi il a refusé que les parents, enseignantEs et soutiens venus les rencontrer pour préparer les prochaines mobilisations, se réunissent dans l'école. Ce qui n'a pas empêché la réunion de se tenir au débotté dans le local de la CNL du quartier. Rdv pris pour la suite avec une journée de grève, de manifestation et de réunion mardi 12 avril.

Cathy Billard

aussi Philippe Poutou, seul candidat à l'élection présidentielle cité à la tribune comme ayant apporté son soutien aux salariéEs de la SAM. Les deux seuls élus ayant pris la parole ont été des représentants de la région Occitanie, un PC et un PS. Et le surlendemain, ce fut la visite de François Ruffin dans l'usine occupée.

La réalité d'aujourd'hui, ce sont les salariéEs licenciés en situation de stagiaires «contrat de sécurisation professionnelle» d'une durée d'un an. Devant le refus de Renault de satisfaire la moindre des revendications collectives, 282 salariéEs ont assigné Renault et l'ancien patron Jinjiang devant les prud'hommes pour faire valoir leurs droits. Comme dans de nombreuses entreprises, les plus diplôméEs sont ceux qui retrouveront le plus facilement du travail. Et ce sont

les 112 femmes licenciées qui risquent le plus de discriminations.

Les machines de la SAM ne sont pas des vieux clous dépassés par les évolutions techniques en cours et sont largement constituées de fours à haute température des plus modernes, et peuvent servir à fabriquer toutes sortes de pièces en aluminium. Aujourd'hui, seule l'entreprise lotoise MH Industries, spécialisée dans la fabrication de pièces métalliques pour la défense et le bâtiment, s'est portée candidate à la reprise de la SAM. Des études sont en cours. Et rien de définitif quant au nombre d'emplois possibles, autour de quelque dizaines. Il n'y a pas que le temps consacré aux études mais aussi le calendrier politique. Le détail ne sera connu qu'après l'élection présidentielle car ce plan, encore hypothétique, de reprise dépend encore

des jeux institutionnels principalement entre État-Macron et région Occitanie dirigée par le PS. Le détail du plan de reprise éventuel ne sera connu qu'après l'élection présidentielle.

## «Protocole de fin de crise» ?

En attendant, les mandataires, forts de la décision de justice, vont faire monter les enchères pour récupérer le plus de fric possible sur le dos des salariéEs et leur outil de travail. C'est bien leur expropriation pure et simple qui serait la réponse la plus légitime à ces patrons-voyous. Quant à Renault, il refuse toute discussion collective tant avec les salariéEs de la SAM qu'avec les pouvoirs publics. Pire il a suscité de la part de 47 salariéEs, qui ont accepté des propositions Renault de reclassement loin de leur domicile, une démarche



CGT AVEYRON

minoritaire s'en prenant à la CGT de l'usine.

Ce rassemblement du 5 avril est peut être le dernier de cette longue lutte. Les responsables CGT de l'usine ont rendu

compte des discussions en cours avec la préfète en vue d'aboutir à la conclusion d'un «protocole de fin de crise». Les exigences posées par les responsables de la CGT tiennent à un engagement des mandataires liquidateurs de ne pas vendre machines, équipements et bâtiments de l'usine, et à la mise en place d'un gardiennage public de l'usine empêchant toute disparition de matériel.

Encore faut-il que de nouveaux obstacles ne soient pas opposés aux droits les plus élémentaires de ceux de la SAM, eux qui sont déjà privés de leur emploi. Combien y a-t-il eu de promesses non tenues jusque-là? Aujourd'hui l'usine de la SAM est toujours occupée, mandataires et gouvernement en fin de mandat toujours en embuscade.

Correspondant Blog NPA Autocritique

## Des initiatives internationalistes contre la guerre en Ukraine

La guerre que mène Poutine contre l'Ukraine nous met devant des responsabilités majeures. Elles vont de l'analyse nécessaire de ce que cette invasion signifie de la situation actuelle de l'impérialisme, à la recherche de tous les moyens de la solidarité internationale, par en bas, indépendante de tous les gouvernements qui ont les mains plus ou moins sales en ce qui concerne les politiques antipopulaires, le droit d'autodétermination des peuples et l'utilisation des armes. De ce point de vue, le NPA s'investit dans les initiatives unitaires qui veulent apporter de l'aide concrète au peuple ukrainien, aux réfugiés de cette guerre quelles que soient leurs origines, et aux militantes et organisations de gauche ukrainiennes et russes qui s'opposent à l'offensive guerrière de Poutine.

Nous publions ci-dessous deux appels unitaires auquel nous nous associons et qui vont dans ce sens. Dès que possible, nous donnerons des nouvelles de leur concrétisation, en particulier des convois de solidarité syndicaux et associatifs en préparation, et de l'appel à manifestation contre cette guerre — à Paris samedi 23 avril au Trocadéro, en direction de l'ambassade de Russie.

## Manifeste internationaliste contre la guerre

Organisations anticapitalistes de Russie, d'Ukraine et de pays de l'Otan

La guerre criminelle lancée par l'impérialisme russe contre l'Ukraine est la plus grave menace pour la paix mondiale depuis la fin de la guerre froide. Elle porte la possibilité d'une conflagration mondiale à un point jamais atteint depuis les initiatives de paix de Mikhaïl Gorbatchev.

Le principal responsable de cette dangereuse évolution est l'impérialisme étatsunien, qui a profité de la chute de l'Union soviétique pour consolider son réseau militaire mondial, étendre sa présence dans diverses régions du monde et lancer des guerres d'invasion en Afghanistan et en Irak. Washington a favorisé en Russie et en Europe de l'Est l'adoption d'un programme néolibéral brutal qui a créé les conditions d'une dérive d'extrême droite dans la plupart de ces pays, en particulier en Russie où les États-Unis ont soutenu le coup d'État antidémocratique de Boris Eltsine en 1993.

Souligner cette responsabilité historique du vainqueur de la guerre froide n'exonère en rien le gouvernement d'extrême droite de Vladimir Poutine de ses ambitions expansionnistes grand-russes, de sa propre poussée militariste, de son interventionnisme réactionnaire mondial accru et, surtout, de son invasion meurtrière de l'Ukraine, l'invasion la plus brutale d'un pays par un autre depuis l'invasion américaine de l'Irak.

En plus du lot de terrible dévastation et de mort qu'elle a apporté à l'Ukraine, l'invasion russe a stimulé l'élan militariste mondial et revigoré l'Otan après des années d'obsolescence. Elle est considérée comme une opportunité pour une forte augmentation des dépenses militaires au profit des complexes militaro-industriels. Ceci se produit alors que les gouvernements de l'Otan eux-mêmes ne cessent de



souligner que la force de la Russie a été très surestimée, comme l'a prouvé l'héroïque résistance ukrainienne, et alors que les dépenses militaires des États-Unis représentent à elles seules près de 40% du total mondial, trois fois celles de la Chine et plus de douze fois celles de la Russie.

En tant que forces anticapitalistes, nous sommes autant solidaires de la résistance du peuple ukrainien que radicalement opposés à cette poussée militariste mondiale. Nous défendons donc de manière indivisible les revendications suivantes :

- Retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes d'Ukraine
- Soutien à la résistance ukrainienne et à son droit d'obtenir les

armes dont elle a besoin pour sa défense, quelle qu'en soit la source – Soutien au mouvement anti-guerre russe

– La Russie doit être contrainte de payer des réparations pour ce qu'elle a infligé à l'Ukraine.

– Non à toute augmentation des dépenses militaires – nous nous engageons à lancer, dès la fin de cette guerre, une nouvelle campagne pour le désarmement mondial, la dissolution de toutes les alliances militaires impérialistes et une architecture alternative de sécurité internationale basée sur les principes du droit.

– Ouverture des frontières de tous les pays à toutes les réfugiés fuyant les guerres dans n'importe quelle partie du monde.

### Premiers signataires :

Mouvement social (Sotsialny Rukh) – Ukraine  
Mouvement Socialiste Russe (RSD) – Russie  
Black Flag – Russie  
Liberation Road – USA  
Solidarity: A Socialist, Feminist, Anti-Racist Organization – USA  
The Tempest Collective – USA  
International Marxist-Humanist Organization – USA  
Green Party of Onondaga County (New York) – USA  
SAP – Antikapitalisten / Gauche anticapitaliste – Belgium  
Midnight Sun – Canadian State  
Anti-Capitalist Resistance – England & Wales  
International Marxist-Humanist Organization – GB  
Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) – France  
Fondation Frantz Fanon – France, Martinique  
Elaliberta – Greece  
Rproject-anticapitalista – Italy  
SAP – Grenzeloos – Netherlands

## Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre

Consensus de base : Nous, collectifs de mouvements sociaux, syndicats, organisations et partis, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, opposés à la guerre et à tous les néocolonialismes dans le monde, voulons construire un réseau par en bas, indépendant de tout gouvernement.

### POUR

1. La défense d'une Ukraine indépendante et démocratique!
2. Le retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire ukrainien. L'arrêt de la menace nucléaire que constitue la mise en état d'alerte des armes nucléaires russes et le bombardement des centrales ukrainiennes!
3. Le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité, en défense de son droit à l'autodétermination
4. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine!
5. L'accueil sans discrimination de tous les réfugiés – d'Ukraine et d'ailleurs!
6. Le soutien au mouvement anti-guerre et démocratique en Russie et la

garantie du statut de réfugié politique aux opposants à Poutine et aux soldats russes qui désertent!

7. La saisie des biens des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires et des oligarques russes en Europe et dans le monde; et des sanctions financières et économiques – en protégeant les populations défavorisées de leurs effets.

**Au-delà, nous luttons aussi, en lien avec les courants qui partagent ces objectifs en Ukraine et en Russie :**

8. Pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits.
9. Pour le démantèlement des blocs militaires
10. Pour que toute aide à l'Ukraine échappe à l'emprise et aux conditions d'austérité du FMI ou de l'UE
11. Contre le productivisme, le militarisme et la concurrence impérialiste pour la puissance et le profit qui détruisent notre environnement et nos droits sociaux et démocratiques.

À l'issue de la première guerre mondiale, l'OIT a été fondée sur une affirmation de portée universelle : « Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale ». Aujourd'hui, nous devons ajouter la justice environnementale et l'état de droit : nous luttons pour la paix et l'égalité, les libertés démocratiques, la justice sociale et climatique, par la coopération et la solidarité entre les peuples.

Facebook @EuropeUkraineSolidarity  
Site internet (en construction) : European Solidarity Network with Ukraine | We stand with Ukraine (ukraine-solidarity.eu)

### Organisations signataires

Assemblée européenne des citoyens,  
ISO-Internationale Sozialistische Organisation (Allemagne), Pour une politique de la paix dans un monde incertain, SAP/Gauche anticapitaliste (Belgique), Union des progressistes juifs de Belgique, A Manca (Corse), La Aurora (organización marxista, État espagnol) Aplutsoc, Assemblée européenne des citoyens (AEC/HCA), Association autogestion (France), ATTAC France, CEDETIM, Club Politique Bastille, Éditions Syllepse, Émancipation Lyon-69, Ensemble!, Entre les lignes entre les mots, European Alternatives,



Fondation Copernic, Forum Civique Européen, FSU 03-Allier, Gauche démocratique et sociale, Les humanités, L'insurgé, Mouvement national lycéen (MNL), NPA-Nouveau Parti anticapitaliste, PEPS-Pour une écologie populaire et sociale, Rejoignons nous!, Snuitam-FSU, Union syndicale Solidaires (France), Another Europe Is Possible, AWL,

Ukraine Solidarity Campaign (Grande-Bretagne), Inprecor (revue), International Labour Network of Solidarity and Struggles, Independent Left (Irlande), Razem (Pologne), Ne Voïna (Russie), Ensemble à Gauche-Genève, MMF Genève (Suisse), New Politics (journal), Oakandsocialist, Solidarity: A Socialist, Feminist, Anti-Racist Organization (USA)...

Essai

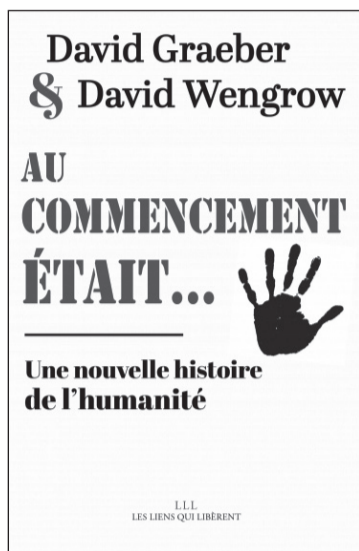
# Au commencement était..., de David Graeber et David Wengrow

Éditions les Liens qui libèrent, 752 pages, 29,99 euros.

Kondiaronk était un porte-parole de la confédération Wendat, coalition de quatre nations de la famille linguistique iroquoise, établie dans ce qui est aujourd'hui le Canada. Dans les années 1690, il était régulièrement invité à débattre dans les salons organisés par le gouverneur de la Nouvelle-France où il rencontra le Baron de la Hontan. Ce dernier publie en 1703 un livre qui retranscrit les conversations qu'il a eues avec Kondiaronk sous le titre *Dialogues curieux entre l'auteur et un sauvage de bon sens qui a voyagé*. Ce sera un best-seller. Dans ces *Dialogues*, Kondiaronk délivre une critique acerbe contre les us et coutumes des sociétés européennes et leurs conceptions de la religion, de la politique, de la médecine et de la sexualité. C'est ce que que Graeber et Wengrow appellent la critique indigène. Ce genre de récits était déjà très populaire en Europe durant le 17<sup>e</sup> siècle. Il a permis aux intellectuels européens de s'interroger sur des notions jusqu'alors inconcevables : la liberté individuelle et les inégalités. Une majorité d'auteurs des Lumières a d'ailleurs repris la forme de dialogues avec des indigènes pour leurs discussions philosophiques.

**Ni Rousseau ni Hobbes**

Ces bouleversements conceptuels ont permis en 1754 à l'Académie des sciences de formuler la question



« Quelle est l'origine de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la loi naturelle ? », l'intitulé du concours pour lequel Jean-Jacques Rousseau a écrit son fameux *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*.

Son essai postule, pour simplifier, qu'à l'aube de l'humanité, nous vivions en petits groupes de chasseur-cueilleur joyeux et égalitaires. Puis, avec la « révolution agraire », l'apparition des cités, de la « civilisation » et de l'État, apparaissent la propriété privée, la cupidité et la soif de dominer son prochain. C'est une vision de l'évolution humaine plutôt de gauche. La version de droite de

cette histoire est posée par Thomas Hobbes dans *Léviathan* (1651). Dans celle-ci, les humains à l'« état de nature » sont des brutes solitaires et l'évolution de la civilisation, permet justement de contenir nos bas instincts de domination.

Le projet d'*Au commencement était...* est de réfuter ces deux versions – encore très répandues – de l'histoire de l'humanité. Ce livre fascinant se base sur des indices archéologiques et anthropologiques pour raconter une histoire très différente des sociétés humaines de ces 30 000 dernières années. Sur tous les continents, de la fin du paléolithique aux sociétés indigènes contemporaines, ils montrent l'infinie diversité des organisations sociales imaginées par les humains. Et leur évolution, rarement linéaire, certaines sociétés changeant radicalement d'organisation sur une brève période, d'autres même en fonction des saisons. D'autres encore choisissant consciemment une organisation sociale diamétralement opposée à celle des peuplades voisines.

**Complexité et liberté**

Un seul exemple : Uruk, dans l'Irak actuel, vers 3300 av.J.-C. Population : environ 30 000 personnes. La plupart des villes de la région sont organisées en assemblées populaires à plusieurs niveaux – par quartier, par profession jusqu'à l'échelle de la ville entière. À Uruk, la taille de

l'esplanade est telle qu'il semble qu'une grande majorité des citoyenEs – y compris donc les femmes – y participaient.

Certaines tâches sont distribuées sous forme de corvées que toutes les habitantEs sans distinction doivent offrir à la collectivité. La quantité de produits fabriqués et échangés, en plus de la comptabilité précise, tenue grâce à l'écriture cunéiforme, en font une société déjà relativement complexe. Ce n'est pourtant que beaucoup plus tard qu'on commence à voir émerger des rois et des structures hiérarchiques. Et celles-ci ne se sont pas développées de l'intérieur, à cause d'une complexification des activités, mais par l'invasion de groupes guerriers des campagnes alentour, important leur structures aristocratiques.

L'une des revendications centrales de notre camp social est de partir des besoins et d'organiser la société en fonction de ceux-ci. Les théories dominantes, et même le langage qui sert à décrire l'histoire des sociétés humaines, étant majoritairement conçues pour expliquer comment nous en sommes arrivés au « meilleur des mondes possible », cette revendication reste difficile à envisager concrètement. Le livre de Graeber et Wengrow est pensé comme un outil pour envisager de nouvelles formes de réalités sociales.

**Niels Wehrspann**

Paru dans le n°400 de *solidarités* (Suisse)

Essai

# Le militaire, une histoire française, de Claude Serfati

Éditions Amsterdam, 240 pages, 17 euros.



« Vive le Rafale, vive la République, vive la France » avait proclamé Hollande encore président, en 2013, en sortant de l'usine Dassault à Mérignac. La même année, Trappier, PDG de Dassault, se félicitait des interventions en Afrique pour promouvoir son avion qu'il avait alors le plus grand mal à vendre : « *L'opération du Mali a eu une influence positive sur l'image du Rafale, comme avant celle effectuée en Libye* ».

**« La main invisible du marché doit disposer d'un bras armé »**

Claude Serfati montre concrètement dans son livre l'imbrication du pouvoir politique, de l'armée et de l'industrie de l'armement en France. Écrit en 2017, il est pleinement d'actualité pour comprendre comment la mondialisation est devenue une mondialisation armée, avec un retour des « guerres pour les ressources », et des conflits engendrés par le chaos politique provoqué par la crise permanente du capitalisme.

Il donne une illustration concrète de ce qu'est un État au service de la grande bourgeoisie, notamment les industriels de l'armement et du nucléaire, des tensions entre pouvoir politique soumis à l'opinion et exigences des sommets de l'armée.

Une partie historique revient sur l'accentuation du militarisme tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, quand la bourgeoisie construisait son propre État, jusqu'à sa forme de la III<sup>e</sup> République, qui a été son meilleur instrument pour ses conquêtes impérialistes.

Il dénonce le caractère particulier de la production d'armes dont la seule finalité est la destruction pour s'imposer dans les rapports de forces internationaux, mais aussi maintenir l'ordre, guerre extérieure et intérieure se rejoignant dans une même lutte de classe : « *La main invisible du marché doit disposer d'un bras armé* ». Claude Serfati aide à comprendre ces évolutions, et leur influence sur nos vies quotidiennes, quand les États dits démocratiques évoluent « *vers l'état d'urgence permanent* » (conclusion du livre) pour imposer leur guerre sociale contre les travailleurs et les peuples.

**François Minvielle**

Documentaire

En 50 minutes, le documentaire réalisé par le journaliste Thomas Zribi et l'historien Nicolas Lebourg décortique le processus ayant conduit à l'émergence du concept du grand remplacement. Son histoire, sa genèse, ses ramifications et ses effets politiques.

**Zemmour et le grand remplacement**

Comment en est-on arrivé là ? D'où sort ce fantasme, ce terme, ce concept, et comment est-il possible qu'une thématique aussi ouvertement raciste et xénophobe ait pu se trouver, en France, au centre de la campagne électorale de 2022, porté par une frange totalement décomplexée de l'extrême droite ? Le plus grand mérite du documentaire diffusé sur LCP est de donner des éléments de réponse très circonstanciés à cette question vertigineuse.

**Aux confins de l'histoire coloniale**

Paradoxalement, les auteurs situent la grande peur de l'invasion... à la période de la colonisation de l'Afrique. Ainsi le livre publié en 1894, *L'invasion noire*, en est-il l'expression par ceux-là même qui colonisaient l'Afrique, imaginant une armée de noirs encadrés par des musulmans partant à la conquête de l'Europe ! Cette thèse recoupe ensuite les canons

# Le Grand Remplacement, histoire d'une idée mortifère

Coproduction Nova Production et LCP-Assemblée nationale, disponible en replay sur LCP.



de l'antisémitisme, aussitôt après la Seconde Guerre mondiale, qui voit cette invasion par les noirs et les arabes organisée par les juifs... La constante étant cette idée de colonisation d'une Europe qu'il faudrait donc libérer.

**La construction politico-médiatique d'un concept**

Complot sans nom, jusqu'à ce que Renaud Camus, en 2010, publie un livre titré : *Le grand remplacement*.

Le terme reste d'abord confiné au sein de milieux identitaires confidentiels, et le documentaire décrit très bien la montée sur les réseaux de cette marque déposée, la promotion qui en est faite par l'auteur, puis par des influenceurs d'extrême droite, sur les chaînes de télé (notamment chez C. Hanouna). Et puis, en 2019, à la convention de la droite de Marion Maréchal-Le Pen, Éric Zemmour monte au créneau en portant avec force, telle

une évidence, Le grand remplacement, tel que l'on le retrouvera au cœur de sa campagne en 2022.

**Vers la guerre civile**

Au delà de la genèse du concept et de son usage politique en France, le documentaire établit les liens avec les activités criminelles de plusieurs assassins fascistes qui ont sévi aux États-Unis, où la thèse du grand remplacement a rencontré les thèses plus anciennes des supémacistes blancs, en Norvège, en 2011, où Breivik a perpétré ses attentats meurtriers à partir de thèses similaires, et en 2019 en Australie, à Christchurch, où Tarrant a provoqué la mort de 51 personnes en s'attaquant à des mosquées. Et si celui-ci, à l'instar de Breivik, a publié un manifeste de plusieurs centaines de pages, cette fois son titre est tout simplement « *The Great Replacement* ».

Un documentaire édifiant, qui fait froid dans le dos, à voir pour comprendre le phénomène et pour se préparer à la bataille politique qu'il va falloir mener pour le combattre. **Claude Moro**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
 ★ la-breche.com  
 27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44  
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « Il faut accepter que l'histoire en Afrique puisse s'écrire sans la France »

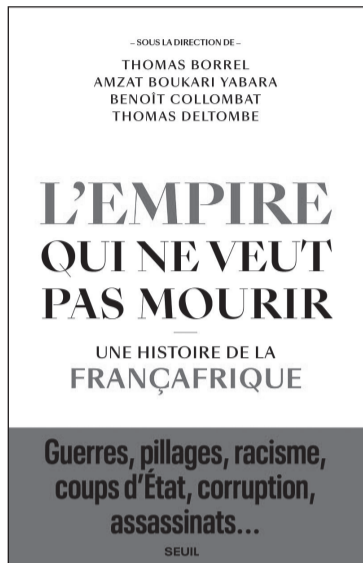
**Entretien avec Thomas Borrel, co-auteur de « L'Empire qui ne veut pas mourir : une histoire de la Françafrique », récemment paru au Seuil (1008 pages, 25 euros).**

**Votre ouvrage collectif retrace toutes les étapes de la Françafrique, depuis les années 1940 jusqu'à aujourd'hui. Car, au-delà des discours officiels et malgré une quasi-omerta médiatique, la domination impérialiste française continue d'écraser l'Afrique subsaharienne et ses peuples, mais sous des formes et avec des moyens différents. Quelles sont ses continuités et ses discontinuités ?**

On a régulièrement tendance à voir et commenter des discontinuités, des changements importants dans les relations franco-africaines (comme les indépendances de 1960 bien sûr, mais aussi la libéralisation de l'économie mondiale, ou encore le retrait militaire français du Mali) : il nous semble que sans remettre en cause la réalité factuelle de ces événements, les inscrire dans une longue perspective historique permet d'identifier les continuités en termes militaires, monétaires, économiques et culturels. On peut tout autant identifier des moments d'inflexion, d'adaptation du système. C'est ce qui nous amène à considérer que la loi-cadre Defferre, votée en 1956, amène un changement profond en mettant pour la première fois sur orbite des élites africaines cooptées par Paris : c'est la concrétisation de réflexions en cours depuis une décennie, sur la façon de réformer le système colonial pour le conserver. Les évolutions suivantes (la Communauté française en 1958, la principale vague d'indépendances en 1960...) en sont une forme de prolongement logique.

Plus près de nous, la montée en puissance économique de la Chine ou la percée militaire de la Russie ne sont pas non plus des ruptures : ce sont des évolutions de tendances anciennes (le « complot étranger » nuisant à l'influence de Paris en Afrique et le « sentiment anti-français » marquaient déjà les débats politiques dans les années 1950 !). Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de réforme du système, visant une fois de plus à « tout changer pour que rien ne change ». Les réformes restent superficielles, enrobées d'une intense communication permettant de construire un récit, comme on a construit celui de « l'émancipation des pays africains » au sujet des indépendances.

**Une des choses qui ressort du livre c'est non seulement la totale imbrication entre intérêts économiques, politiques, militaires, diplomatiques (et l'imbrication des individus qui en sont les agents), mais c'est aussi à quel point, comme le dit Amzat Boukari-Yabara, « l'Afrique a servi de marche-pied au capitalisme**



**français », pour être une puissance économique et aussi diplomatique. Qu'en est-il aujourd'hui alors que nos gouvernants agitent l'épouvantail de la concurrence russe, chinoise, etc. ?**

Le débat public sur les relations franco-africaines est marqué par un certain nombre de mythes. L'un d'eux concerne le « recul » des intérêts économiques français en Afrique, dans les années 1990 comme à l'époque actuelle. Ce que nous montrons, et ce que dit d'ailleurs le patronat français, c'est qu'il y a une diminution des parts de marché mais sur un marché largement accru, un gâteau bien plus gros en quelque sorte : donc le chiffre d'affaires et les volumes financiers ne diminuent pas, au contraire. Est-ce à dire que le capitalisme français est encore aussi dépendant de l'Afrique : pour certains groupes ou secteurs, c'est évident. Dans l'ensemble, pas forcément mais il ne faut pas oublier que la montée en puissance du commerce sino-africain, notamment sur les matières premières, est aussi en partie la conséquence de délocalisations d'usines françaises.

Ce discours sur le recul économique, résultat de l'imaginaire colonial selon lequel occuper la première place est normal pour un petit pays comme la France, contribue à relégitimer une politique africaine criminelle.

**Autre épouvantail agité pour justifier la présence militaire et économique de la France, c'est la « menace terroriste », tout comme hier était agitée la « menace communiste ». Qu'en est-il ?**

La « guerre contre le terrorisme » est en effet devenue l'argument-massue pour justifier le rôle de « gendarme de l'Afrique » de l'armée française, quitte à mentir sur certaines menaces (comme le risque que la capitale malienne Bamako tombe aux mains de groupes armés, en janvier 2013). Non seulement c'est un objectif flou, par essence inatteignable, mais c'est contre-productif : les troupes françaises sont perçues comme une armée d'occupation, les attitudes brutales lors de contrôles et les « bavures » régulières alimentent logiquement une colère populaire et un rejet non seulement de la politique française, mais aussi des élites africaines perçues comme proches de Paris. Surtout lorsque celles-ci sont parmi

les pires « terroristes » de la région, au sens où elles terrorisent leur population (comme feu Idriss Déby au Tchad). Cela pousse de nouvelles recrues dans les bras des groupes armés se revendiquant du Jihad.

**Quel lien entre la politique française et l'« obsession croissante des migrations », comme est intitulé un des chapitres : la fermeture des frontières, le « grand remplacement »... ?**

Il y a deux liens principaux. Le premier est lié à l'imaginaire colonial, au racisme : celui qui amène la droite française à brandir la menace explicite d'un « grand remplacement », ou un Emmanuel Macron à pérorer sur la démographie africaine et le nombre d'enfants par femme. Tout cela révèle des fantasmes tout droit issus de l'époque coloniale. Le second lien est la façon dont cette obsession du verrouillage des migrations, qui amène par exemple un Jean-Yves Le Drian à dire en février 2021 que « le Sahel est devenu notre frontière Sud », se « branche » en quelque sorte sur les dispositifs français. Paris peut ainsi compter sur les régimes alliés pour être aux avant-postes de la politique inhumaine que l'Union européenne demande aux États africains de mettre en œuvre sur ce sujet, peut utiliser ses liens de coopération militaire pour fournir du matériel et pour former à la « protection » des frontières, et même pour ouvrir des marchés dans le secteur prometteur des technologies de surveillance, de flicage biométrique, etc.

**Et les résistances des peuples africains à l'égard de leurs dictateurs et de la Françafrique ?**

Concernant les résistances, là non plus il n'y a pas de discontinuité. Celles-ci ont été très vives dès l'époque coloniale, même si en France les manuels d'histoire font l'impasse sur les insurrections populaires et les massacres qui ont permis de les écraser, de Thiaroye à Djibouti en passant par Sétif et Guelma ou Madagascar – la liste ne peut pas être exhaustive tant elle est longue. Ces résistances se sont poursuivies après les indépendances car celles-ci n'étaient que de façade, comme l'avaient compris les

militants et militantes de l'Union des populations du Cameroun (UPC), contre lesquelles l'armée française a livré une guerre féroce jusque début 1971.

Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité, le livre tente de mettre en lumière certains acteurs centraux de ces résistances (au travers en particulier de plusieurs encadrés) et certaines périodes charnières de lutte, comme le tournant des années 1980 et 1990 en réponse notamment aux politiques brutales d'austérité économique, ou l'époque actuelle où l'on assiste à un regain de la contestation populaire de la politique africaine de la France. Montrer ces résistances tout au long de l'histoire est aussi un moyen de tordre le coup aux idées afro-pessimistes – et factuellement mensongères – selon lesquelles les mobilisations démocratiques n'auraient pas un ancrage assez solide en Afrique.

**Quelles solidarités avons-nous à construire ici, dans la métropole ?**

La première est de parvenir à déconstruire l'imaginaire colonial dont nous sommes pleinement imprégnés, même à notre corps défendant. Cela veut dire accepter que l'histoire en Afrique puisse s'écrire sans la France, même si la télévision déverse son lot d'images insupportables. Et donc balayer devant notre porte, en regardant les crimes de notre armée, les méfaits de nos entreprises, les complicités de nos dirigeants, plutôt que de les relativiser incidemment en pointant le fait que d'autres font « pire », car l'implicite est en général que ces autres font pire au moment où ils prennent « notre place ». Cela ne veut pas pour autant dire se refermer sur soi, dans le petit espace national de nos frontières. La solidarité peut s'exprimer dans des actions de luttes communes. Contre le pouvoir de l'armée ou des lobbys industriels et financiers au cœur des institutions françaises et européennes, contre des entreprises impliquées dans certains ravages sociaux et écologiques, etc. Mais dans tous les cas, cela implique de renoncer à la prétention de vouloir « aider », et chercher à « d'abord ne pas nuire ».

**Propos recueillis par Jean Boucher**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**PLUS DES DEUX TIERS DES AFRICAIN·E·S CONTAMINÉS DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE.** Plus des deux tiers des Africains ont été contaminés par le Covid-19 depuis le début de la pandémie. C'est 97 fois plus que les cas confirmés déclarés officiellement, selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiée jeudi 7 avril.

Selon cette étude, en septembre 2021, 800 millions d'Africains avaient été exposés au SARS-CoV-2, alors que 8,2 millions de cas avaient été signalés. L'OMS considère que la sous-estimation des infections réelles se produisait partout, mais qu'elle était plus importante en Afrique. À l'échelle mondiale, les infections réelles étaient 16 fois plus nombreuses que les cas confirmés, a-t-elle précisé. La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, docteur Matshidiso Moeti, a ajouté que la forte exposition du continent au virus et la baisse actuelle des taux d'infection ne signifiaient pas que le continent pouvait crier victoire face au Covid. « Les risques d'émergence de variants plus mortels, plus forts que l'immunité acquise lors d'infections antérieures ne peuvent être écartés », a-t-elle déclaré dans un communiqué, appelant à une intensification des tests.

L'étude a révélé que l'exposition au virus était passée de 3 % en juin 2020 à 65 % en septembre 2021, avec de fortes hausses après l'arrivée des variants Beta et Delta. Des études estiment que 45 % de la population mondiale avait été infectée en septembre 2021, mais l'OMS a affirmé que les comparaisons étaient difficiles, car les études couvraient des périodes différentes.

L'Afrique a, à ce jour, entièrement vacciné 209 millions de personnes, soit 16 % de sa population. L'OMS et d'autres agences tentent d'augmenter les taux de vaccination mais se heurtent à un faible taux d'adhésion, dû en partie à l'idée que la vaccination est moins utile parce que le variant Omicron, désormais dominant, est moins virulent. L'Organisation affirme que la vaccination des personnes ayant déjà été infectées confère une meilleure protection que celle offerte par la seule immunité induite par l'infection.

« Covid-19 : plus des deux tiers des Africains ont été contaminés depuis le début de la pandémie, selon l'OMS », Le Monde et Reuters, 7 avril 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)